

## TÉLÉPHONIE MOBILE

# Un appel à assurer la couverture des axes routiers

Lire l'article de A. Z. page 3



M. Sid Ali Zerrouki, ministre de la Poste et des Télécommunications

Notre supplément  
**AUTOUR DU MONDE**  
 Avec la collaboration de  
 P. 8 & 9

PROJECT SYNDICATE  
 AN ASSOCIATION OF NEWSPAPERS AROUND THE WORLD

Rendre l'Amérique à nouveau digne de confiance



PAR RICARDO HAUSMANN

Ancien ministre de la Planification du Venezuela et ancien économiste en chef de la Banque interaméricaine de développement.

Les risques cachés de la simplification de la surveillance bancaire aux États-Unis



PAR AMIT SERU

Professeur de finance à la Stanford Graduate School of Business et chercheur principal à la Hoover Institution.

Le gouvernement indien doit défendre les contribuables, pas les investisseurs étrangers



PAR JAYATI GHOSH<sup>1</sup> ET DIEGO LLUMÀ<sup>2</sup>



1. Professeur d'économie à l'université du Massachusetts à Amherst,  
 2. Responsable de la communication mondiale à la Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des capitaux.

Le mirage à 1,25 billion de dollars d'Elon Musk



PAR YANIS VAROUFAKIS

Ancien ministre des Finances de Grèce, est le leader du parti MeRA25 et professeur d'économie à l'université d'Athènes.

## GHAZA

# L'hôpital des Martyrs d'Al-Aqsa menacé de fermeture

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2



## AIR ALGÉRIE

# Révision du programme de vols à destination du Moyen-Orient et de l'Asie

P. 3





Ghaza

# L'hôpital des Martyrs d'Al-Aqsa menacé de fermeture

**Samedi, 125<sup>e</sup> jour du cessez-le-feu, Israël continue ses violations de l'accord de Charm Al-Cheikh, faisant des centaines martyrs et davantage de blessés depuis la signature du « plan de paix », dans ce qui semble être une démarche menée en total accord avec l'administration Trump.**

Mohamed Mehdi

Dans son rapport statistique publié samedi, le ministère de la Santé a fait état de 15 blessés, lors des précédentes 48h (jeudi et vendredi), ainsi que la récupération des restes de 2 martyrs sous les décombres.

Le bilan des victimes, depuis l'accord de cessez-le-feu du 11 octobre 2025 (respecté uniquement par la résistance Palestinienne), passe ainsi à 591 martyrs et 1.598 blessés, ainsi que 726 corps retirés des décombres. Le nombre cumulé des victimes du génocide israélien à Ghaza, depuis le 7 octobre 2023, passe à 72.051 martyrs et 171.706 blessés.

## LA VIE DE CENTAINES DE PERSONNES EN DANGER

L'hôpital des Martyrs d'Al-Aqsa est menacé de fermeture définitive suite à la panne de ses deux principaux groupes électrogènes et à l'épuisement des réserves d'huile et de pièces détachées nécessaires à leur fonctionnement.

Dans un communiqué publié vendredi, l'établissement a alerté sur une « menace imminente pesant sur son fonctionnement en raison de la panne de son deuxième groupe électrogène principal, trois mois après la défaillance du premier ». « L'huile et les pièces détachées nécessaires à leur réparation et à leur fonctionnement sûrs et durables sont actuellement indisponibles », ajoute le document publié sur Telegram.

«L'hôpital fonctionne actuellement avec seulement deux petits groupes électrogènes dans des conditions extrêmement précaires», note la direction de l'hôpital, soulignant que cette situation «ne garantit ni la stabilité ni la continuité des services médicaux» et «met gravement en danger la vie de centaines de patients, de blessés et de personnel médical, notamment dans les unités de soins intensifs, les unités néonatales, les blocs opératoires et autres services vitaux».

Si cette situation perdure, l'hôpital pourrait cesser définitivement ses activités à tout moment, constituant une nouvelle catastrophe humanitaire et sanitaire qui viendrait s'ajouter aux graves difficultés auxquelles est déjà confronté le secteur

de la santé, explique-t-on. Le communiqué demande une « intervention urgente et immédiate » pour éviter le pire.

## LE PNUD ENTAME LE DÉBLAIEMENT D'UNE IMMENSE DÉCHARGE À GHAZA VILLE

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a entamé, mercredi dernier, le déblaiement d'une immense décharge, conséquence de la guerre génocidaire d'Israël, située dans le marché de Fras, un des plus anciens quartiers commerçants de la ville de Ghaza, et qui représente un risque environnemental et sanitaire majeur, a rapporté Reuters.

Alessandro Mrakic, chef du bureau du PNUD à Ghaza, a déclaré dans un communiqué transmis à Reuters que le volume de la décharge est estimé « à plus de 300.000 mètres cubes et sa hauteur à 13 mètres ». « Cette décharge s'est formée après que les équipes municipales ont été empêchées d'accéder à la principale décharge de Ghaza, située dans la zone de Juhr al-Dik, adjacente à la frontière avec Israël, au début de la guerre de Ghaza en octobre 2023 », souligne l'agence. Selon la même source, « au cours des six prochains mois, le PNUD prévoit de transférer les déchets vers un nouveau site temporaire aménagé dans la zone d'Abu Jarad, au sud de la ville de Ghaza, et construit conformément aux normes environnementales ».

Le nouveau site, qui s'étale sur une superficie de 75.000 mètres carrés, permettra également une collecte quotidienne, a déclaré M. Mrakic, ajoutant que le projet est financé par le Fonds humanitaire et la Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire de l'Union européenne.

La municipalité de Ghaza a confirmé le lancement de l'opération de relocalisation en collaboration avec le PNUD, la qualifiant de mesure urgente pour endiguer la crise croissante des déchets solides, après l'accumulation d'environ 350.000 mètres cubes d'ordures au cœur de la ville. Le PNUD a indiqué avoir collecté plus de 570.000 tonnes de déchets solides à travers Ghaza depuis le début de la guerre.

## Conflits en Afrique

# Tebboune réaffirme la position constante de l'Algérie

Représentant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a pris part, samedi à Addis-Abeba, à la séance consacrée à l'examen du rapport du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) sur l'état de la paix et de la sécurité en Afrique, et ce, dans le cadre des travaux de la 39<sup>e</sup> session ordinaire du Sommet de l'UA.

A cette occasion, le président de la République a adressé une allocution aux participants, lue en son nom par le Premier ministre, dans laquelle il a salué les efforts du président de la République arabe d'Egypte, pays frère, M. Abdel Fattah Al-Sissi, durant sa présidence du CPS pour le mois en cours, ainsi que l'important rapport qu'il a présenté dans un contexte délicat marqué par des complexités géopolitiques et des pressions sécuritaires accrues.

Dans son allocution, le président de la République a réaffirmé la position constante de l'Algérie à l'égard des conflits que connaît le continent, réitérant son plein soutien à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo. S'agissant du Sahel, il a relevé la nécessité d'adopter une approche globale et intégrée, tenant compte de l'étroite intri-

cation entre sécurité et développement, tout en s'attaquant aux racines socioéconomiques alimentant l'extrémisme violent.

Concernant la situation en Libye, le président de la République a réitéré le soutien de l'Algérie au processus politique interlibyen, ainsi qu'aux efforts continuentaux et onusiens visant à rapprocher les points de vue entre les frères libyens, soulignant que l'unique issue à la crise réside dans l'organisation d'élections libres et transparentes et le retrait complet et immédiat de toutes les forces étrangères et des mercenaires, de manière à garantir l'unité et la souveraineté de la Libye.

Au sujet de la situation au Soudan, le président de la République a exprimé sa profonde consternation face à la tragédie humanitaire et aux violations sans précédent, saluant le rôle central de l'UA dans ses efforts de règlement de la crise.

Il a également appelé à un cessez-le-feu immédiat et au lancement d'un dialogue national inter-soudanais, souverain et inclusif, à même de mettre fin à l'effusion de sang et de répondre aux aspirations du peuple soudanais.

Dans la région de la Corne de l'Afrique, l'Algérie a souligné la nécessité de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale

des Etats et de régler les différends par des moyens pacifiques à travers un dialogue constructif dans le cadre des mécanismes de l'UA. S'agissant du processus de décolonisation au Sahara occidental, le président de la République a réaffirmé le soutien de l'Algérie aux efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, tout en soulignant l'importance de poursuivre un engagement constructif dans le processus politique sous l'égide de l'ONU et d'appuyer le rôle du Représentant personnel du Secrétaire général.

L'Algérie a également appelé à faire face aux ingérences extérieures illégitimes, qui comptent parmi les principaux facteurs attisant l'instabilité et entravant les processus de règlement des conflits et de construction démocratique sur le continent.

Le président de la République a souligné que la réponse à ces défis requiert la pleine opérationnalisation de l'Architecture africaine de paix et de sécurité, ainsi que la traduction concrète du principe des "solutions africaines aux problèmes africains".

## ANALYSE

Mustapha Aggoun

### Quand la culture façonne la pénurie

**À l'approche du mois sacré du jeûne, ce mois de recueillement, de spiritualité et de retour à l'essentiel, une scène bien connue se répète, presque à l'identique, comme un rituel parallèle. Les marchés se remplissent, les chariots débordent, les voix s'élèvent, les regards se durcissent. Les uns augmentent les prix, les autres multiplient les achats. Les premiers spéculent, les seconds stockent. Et entre les deux, une tension invisible s'installe, faite de soupçons, de rumeurs et d'anticipations anxieuses.**

**Le plus dur dans un réflexe social négatif, c'est lorsqu'il s'enracine. Lorsqu'il cesse d'être une réaction ponctuelle pour devenir une habitude. Lorsqu'il se transmet d'une année à l'autre, comme une tradition non écrite. Le mauvais geste finit alors par sembler normal. Il se justifie par l'apparence d'une pénurie, par un climat d'inquiétude, par une information mal vérifiée, par une rumeur lancée à la hâte et amplifiée par les conversations de quartier ou les réseaux sociaux. Dans un tel contexte, la réaction sociale pourrait être maîtrisée. Elle pourrait être contenue par la raison, par la confiance, par une communication claire. Mais lorsque la phobie devient périodique, lorsqu'elle est liée à une période précise de l'année, elle s'installe dans les esprits comme une certitude : « Il va manquer », « Les prix vont flamber », « Il faut acheter avant les autres ». Et ainsi, la prophétie se réalise.**

**À la veille du mois sacré, les mêmes scènes de panique se rejouent. Les mêmes campagnes d'alerte. Les mêmes discours officiels rassurants. L'État multiplie les dispositifs, annonce des stocks suffisants, renforce les contrôles, surveille les circuits de distribution. Pourtant, malgré toutes les dispositions prises pour éviter toute crise ou rupture, le climat d'inquiétude persiste. Car le problème n'est pas uniquement économique. Il n'est pas seulement commercial. Il n'est pas même toujours lié à une défaillance de gestion. Il est culturel. Il réside dans ce rapport fragile entre le commerçant et le consommateur. Dans cette méfiance mutuelle qui nourrit les excès des deux côtés. Le consommateur, redoutant la hausse ou la rupture, achète en gros. Il stocke farine, huile, sucre, semoule, comme si la rareté était imminente. Il ne veut pas être pris au dépourvu. Il veut protéger sa famille, assurer la table du soir, garantir l'abondance du ftour. Ce geste, au départ préventif, devient massif. Les rayons se vident plus vite qu'ils ne devraient. Les files s'allongent. L'impression de manque s'installe. Le commerçant, observant cette ruée, anticipe à son tour. Il voit la demande exploser. Il sent l'opportunité. Certains résistent, d'autres cèdent. Les prix s'ajustent à la hausse, parfois par crainte d'une rupture d'approvisionnement, parfois par pur calcul. La spéculation naît alors dans l'ombre de la panique. Elle ne surgit pas toujours d'une volonté malveillante, mais d'un système déséquilibré où chacun tente de se prémunir contre l'autre. Ainsi, la panique du consommateur et l'opportunisme du commerçant s'alimentent mutuellement. L'un jus-**

**tifie l'autre. L'un provoque l'autre. Toutes les programmations, toutes les prévisions, toutes les stratégies mises en place pour stabiliser le marché se trouvent faussées par**

**ce réflexe collectif. Ce n'est plus la logique de l'offre et de la demande qui gouverne, mais celle de la peur. Ce qui est paradoxal, c'est que le mois du jeûne est censé être un mois de retenue. Un mois où l'on apprend à maîtriser ses envies, à dompter ses excès, à purifier ses intentions. Pourtant, à son seuil, l'abondance devient obsession. La consommation augmente au moment même où l'on devrait méditer la sobriété. Le stockage devient rassurant, alors que la confiance devrait suffire. La racine du problème est profonde. Elle touche à la culture de la confiance. Une société qui doute de la stabilité de son marché, même lorsque les chiffres sont rassurants, agit par instinct de survie. Une société marquée par des souvenirs de pénuries passées conserve en elle une mémoire collective de la rareté. Et cette mémoire se réveille chaque année, à date fixe. Il ne s'agit pas de blâmer exclusivement le commerçant, ni de pointer du doigt le consommateur. Chacun agit dans un climat qu'il perçoit comme incertain. Le commerçant craint les hausses de ses fournisseurs. Le consommateur craint les hausses du commerçant. L'État craint la spéculation. Et au centre, la confiance manque. Changer une loi est possible. Renforcer les contrôles est faisable. Multiplier les campagnes de sensibilisation est nécessaire. Mais transformer une culture ancrée, un réflexe saisonnier, demande du temps. Cela exige une éducation économique et citoyenne, un travail patient sur les mentalités, une valorisation de l'éthique commerciale et de la responsabilité individuelle.**

**Le véritable combat n'est donc pas seulement dans les marchés ou dans les chiffres. Il est dans les consciences. Il consiste à rappeler que la panique crée ce qu'elle redoute. Que le stockage excessif provoque la rupture qu'il veut éviter. Que la spéculation détruit la relation de confiance dont elle dépend.**

**À la veille du mois sacré, peut-être faudrait-il se poser une question simple et profonde : que jeûnons-nous réellement ? De la nourriture, ou de la peur ? De l'excès, ou seulement de l'apparence de l'excès ?**

**Si le mois du jeûne est un apprentissage de la maîtrise de soi, alors il pourrait aussi devenir un apprentissage de la maîtrise collective. Un moment où le consommateur choisit la mesure plutôt que l'accumulation. Où le commerçant choisit l'éthique plutôt que l'opportunité facile. Où la confiance remplace la rumeur.**

**Car tant que la phobie restera cyclique, tant que le réflexe reviendra chaque année avec la même intensité, toutes les planifications resteront fragiles. Mais le jour où la culture changera, où la sérénité remplacera la précipitation, alors le mois sacré retrouvera toute sa cohérence : celle d'un temps de retenue, de solidarité et d'équilibre. Et peut-être qu'alors, les marchés seront toujours pleins... mais les cœurs, eux, seront apaisés.**

**Le Quotidien**  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
**ORAN - PRESSE**  
au Capital de 195.923.000,00 DA

**Président**  
**Directeur Général**  
**Directeur**  
**de la Publication**  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

**Direction - Administration**  
**Rédaction**  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

**Fax Pub:** 041.23.25.21  
**Fax et Rédaction:** 041.23.25.20  
  
**Imp.: Oran :** imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
**Alger :** imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
**Constantine :** S.I.E.

**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>  
**E-mail :** [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

**Diffusion :** Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone** : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax** : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77  
**E-mail** : [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz) / [programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz) / [agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz) / [agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz) / [agence.ouargla@anep.com.dz](mailto:agence.ouargla@anep.com.dz) / [agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)



## Téléphonie mobile Un appel à assurer la couverture des axes routiers

A. Z.

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a «mis les trois opérateurs de téléphonie mobile Djezzy, Ooredoo et Mobilis devant leurs responsabilités juridiques, tout en insistant sur le respect des cahiers des charges et des normes de couverture et de qualité de service». Lors d’une réunion d’évaluation tenue jeudi soir avec les opérateurs de téléphonie mobile, consacrée à l’évaluation de la qualité du réseau et au renforcement de la couverture, notamment dans les zones rurales, le ministre a souligné «la nécessité d’améliorer la qualité des services». M. Zerrouki a également appelé les opérateurs de téléphonie mobile en Algérie à «présenter un engagement pour un programme de rattrapage afin de remédier aux lacunes enregistrées», selon les termes d’un communiqué rendu

public vendredi par le ministère. Lors de cette rencontre qui s’est déroulée en présence du président de l’Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (AR-PCE), le ministre a mis en exergue «l’importance d’une communication régulière avec les citoyens pour les informer de toute panne technique ou de travaux de maintenance programmés, tout en veillant à assurer la couverture des axes routiers, notamment dans le Sud, avant le mois de juin, ne serait-ce que par un service minimum, particulièrement en ce qui concerne l’appel aux numéros de secours». Par ailleurs, «il a été convenu de fixer des délais clairs pour parachever la couverture avant la fin de l’année en cours, tout en insistant sur le suivi périodique de l’exécution des engagements, afin de garantir une amélioration concrète et durable de la qualité du réseau», conclut le communiqué.

## Intempéries Chutes d’arbres et effondrements partiels

M. Aziza

Plusieurs wilayas du pays ont été affectées par des perturbations atmosphériques marquées par de fortes pluies orageuses et des vents violents, provoquant quelques dégâts matériels. Ces intempéries ont également fait cinq blessés légers à la suite de chutes d’arbres, de poteaux électriques et d’effondrements partiels. Ces perturbations, enregistrées depuis vendredi dernier, devraient se poursuivre jusqu’à aujourd’hui, selon une alerte émise par l’Office national de météorologie. Des chutes de neige affectent plusieurs wilayas jusqu’à dimanche. Les services météorologiques ont précisé qu’entre samedi à 09h00 et dimanche à 03h00, les wilayas de Bordj Bou Arréridj, Sétif, Batna, Khenchela et Oum El Bouaghi sont concernées par des précipitations neigeuses estimées entre 5 et 10 cm. Par ailleurs, des vents de secteur nord ont soufflé avec des vitesses comprises entre 60 et 70 km/h, pouvant atteindre ou dépasser localement 80 à 90 km/h. Ces rafales concerneront les wilayas de Naâma, El Bayadh, Laghouat, Djelfa, M’sila, Ouled Djellal, El Meghaïer et Biskra et se poursuivront jusqu’à aujourd’hui dimanche à midi. Ces prévisions confirment la persistance de l’instabilité météorologique sur une large partie du territoire national jusqu’à dimanche. De leur côté, les services de la protection civile ont

effectué 61 interventions entre le 12 et le 14 février à 08h00, principalement en raison des vents violents ayant touché 13 wilayas, dont Alger, Sidi Bel Abbès, Oran, Tlemcen, Bouira, Tipaza, Naâma, Relizane, Bordj Bou Arréridj, Blida, Boumerdès, Tougourt et M’sila. Selon le bilan communiqué, 45 opérations ont concerné des chutes d’arbres, 12 des chutes de poteaux et câbles électriques et 4 des effondrements partiels de murs ou de toitures. Cinq personnes ont été légèrement blessées (une à Oran, une à Bouira, une à Relizane, une à Blida et une à Boumerdès). Ces dernières ont été prises en charge et évacuées vers des établissements sanitaires. Par ailleurs, les services de Gendarmerie nationale ont diffusé, via leur page « Tariki », plusieurs alertes sur l’état des routes. Dans la wilaya de Laghouat, des chutes de neige ont été signalées sur la route nationale n°47 reliant Brida à Aflou, où les usagers ont été appelés à la prudence. Des tempêtes de sable ont également réduit la visibilité sur la RN6 entre Naâma et Bèchar ainsi que sur la RN50 reliant Bèchar à Tindouf. La route nationale n°101 entre Sidi Bel Abbès et Aïn Témouchent a, quant à elle, été temporairement fermée en raison de la montée des eaux d’un oued. Enfin, des chutes de neige ont perturbé la circulation sur la RN22, au niveau de la commune de Termini, sur le tronçon reliant Tlemcen à Naâma.

## L'Algérie apte à devenir un pôle d'arbitrage commercial

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa, a souligné, samedi à Alger, que l’Algérie était apte à devenir un pôle régional d’arbitrage commercial international et de règlement des différends relatifs à l’investissement et au commerce international. S’exprimant à l’ouverture du Séminaire international sur le thème "Arbitrage international, souveraineté et modes alternatifs de règlement des différends", en présence de membres du Gouvernement et de représentants d’organismes nationaux, le ministre a précisé que la proposition lors de cette rencontre d’une recommandation visant à "créer le Centre algérien de règlement des différends est à même de contribuer activement à la réalisation de plusieurs objectifs d’intérêt commun, d’autant plus que l’Algérie, au regard de sa position géographique importante et stratégique, est apte à devenir un pôle régional d’arbitrage commercial international et de règlement des différends liés à l’investissement et au commerce international". Une telle initiative "est à même de renforcer l’attractivité des investissements directs étrangers, compte tenu de son rôle pivot dans le soutien au développement économique global", a-t-il ajouté, soulignant que l’existence d’un Centre national d’arbitrage

agréé constitue l’une des garanties essentielles rassurant les investisseurs étrangers". Dans le même sillage, M. Boudjemaa a insisté sur le fait que cette démarche "contribuera à consolider la sécurité juridique et judiciaire, en garantissant la neutralité, l’intégrité et l’indépendance du futur centre", relevant que "l’arbitrage international est un instrument juridique efficace, fondé sur la volonté des parties, l’indépendance de la décision et le respect des spécificités juridiques et culturelles, ce qui explique l’intérêt croissant que lui portent les Etats et les institutions internationales en tant que levier d’amélioration du climat des affaires, d’attraction des investissements et de renforcement de la sécurité juridique". Il a également évoqué les autres modes alternatifs de règlement des différends, comme la médiation, la conciliation et la transaction amiable, soulignant qu’ils constituent "des approches juridiques et humaines avancées, visant à résoudre les différends dans un esprit consensuel et à consacrer la culture du dialogue plutôt que celle de litige". Il a, dans ce cadre, expliqué que ce processus représente une véritable opportunité pour contribuer à la formation d’arbitres et d’avocats spécialisés et au renforcement de

## Le président du Niger aujourd’hui à Alger

Le président de la République du Niger, chef de l’Etat, le Général d’Armée Abdourahamane Tiani, effectuera, à partir de dimanche, une visite de fraternité et de travail en Algérie, à la tête d’une importante délégation, à l’invitation du président de la République, M. Abdelmajid Tebboune, indique samedi un communiqué de la Présidence de la République. "A l’invitation du prési-

dent de la République, M. Abdelmajid Tebboune, le Général d’Armée Abdourahamane Tiani, président de la République du Niger, Chef de l’Etat, effectuera, les 15 et 16 février, une visite de fraternité et de travail en Algérie, à la tête d’une importante délégation", lit-on dans le communiqué. Cette visite vise à "renforcer les liens de fraternité, de coopération et de bon voisinage entre les

deux pays frères, dans le cadre d’une nouvelle dynamique visant à tirer le meilleur parti de leurs capacités et potentialités, au bénéfice des peuples algérien et nigérien". Cette visite constituera également une "opportunité pour examiner des questions politiques liées au continent africain, en général, et au voisinage sahélo-saharien, en particulier", ajoute la même source.

## Air Algérie Révision du programme de vols à destination du Moyen-Orient et de l'Asie

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a indiqué, samedi dans un communiqué, avoir révisé son programme de vols à destination du Moyen-Orient et de l’Asie, dans le cadre de l’optimisation continue de son réseau international. "Air Algérie engage une nouvelle phase de structuration de son programme de vols à destination du Moyen-Orient et de l’Asie", souligne la compagnie, précisant que cette

reconfiguration stratégique se traduit par un renforcement ciblé des dessertes vers Amman, Doha et Kuala Lumpur, ainsi que par l’ouverture prochaine d’une nouvelle liaison vers le Koweït. Dans cette dynamique d’allocation optimisée des capacités, la compagnie procédera à "une réduction maîtrisée de ses fréquences à destination de Dubaï", a-t-elle avancé. Cette évolution s’inscrit dans "une logique d’arbitrage stratégique visant

à consolider les axes prioritaires, à renforcer la connectivité régionale et intercontinentale et à assurer une meilleure adéquation entre l’offre et es dynamiques de trafic observées sur ces marchés". Air Algérie a ainsi invité sa clientèle à consulter les horaires actualisés et les éventuelles modifications de programme via ses canaux officiels et l’ensemble de son réseau de distribution, selon la même source.



## Penser, une raison d’être

Chacun a le droit de penser ce qu’il veut, de gober, de soutenir, de fuir ou de le haïr n’importe quoi. Chacun est libre de penser devenir ou souhaiter ce qu’il veut, pourvu qu’il n’impose rien à autrui. Ni un paradis illusoire, ni un marasme idyllique.

La liberté de penser reste ce voyage qu’aucun filtre de contrôle ne puisse arrêter le trajet. Elle vogue tel un moineau tranquille dans un ciel sans brumes. Tu peux être réfractaire, libertaire ou subversif rien ne fera cesser tes égéries. Tu peux te dire des choses qui ne plaisent pas à autrui, te réjouir de vomir leur insanités, leur lancer tes vérités. C’est ainsi que l’acte de penser reste le meilleur exercice de la liberté dans toute sa plénitude silencieuse. Quand l’intérêt remplace l’idéologie, il ne faudrait pas trop attendre la tenue des promesses. Quand le mérite devient négligeable et la politique une bouffonnerie, il faudrait s’attendre, sans nulle surprise, à un monde qui tourne mal mais qui tourne quand même ya Bouguelb! Pourtant c’est de la vertu que naissent le bon sens et la loyauté et de la naïveté façadière que jaillissent la fausseté et l’imposture. A voir des manches en bras de chemise courir à contre-courant derrière le prochain siège électif n’est pas à donner de la croyance en leur machinal engagement. Ça te donne plutôt un fou-rire étouffé, à force de voir l’oignon qui tente de se prendre pour une pomme malgré la remontée de son odeur lacrymogène.

## Lotfi Boudjemaa

leurs compétences dans le domaine de l’arbitrage international. Dans la même optique, M. Boudjemaa a indiqué que ces démarches sont "le fruit des hautes orientations et de l’intérêt particulier du président de la République, M.Abdelmadjid Tebboune, qui a concrétisé, grâce à sa vision éclairée, l’expérience algérienne prometteuse en matière d’investissement, et un modèle reformatateur tangible, s’illustrant à travers la loi sur l’investissement de 2022". Le ministre a également passé en revue "les principes et garanties fondamentaux, contenus dans ladite loi, qui consacrent la libre initiative d’investissement, et garantissent le droit à la création de projets sans distinction aucune, ni contrainte d’ordre juridique, assurant une stabilité législative sûre, et consacrant ainsi la protection des intérêts de l’investisseur et les droits de transfert des capitaux et des bénéfices, notamment pour les investisseurs étrangers, de manière à instaurer un climat d’investissement sûr, attractif et stable". Etant donné que l’arbitrage international et les modes alternatifs de règlement des différends sont des piliers fondamentaux pour établir la justice, le ministre a rappelé que "le législateur algérien a réglementé l’arbitrage

commercial international au titre des modes alternatifs de règlement des différends dans le Code de procédure civile et administrative, et dans la loi 18-22 relative à l’investissement, notamment son article 12 qui accorde aux investisseurs, qu’ils soient étrangers ou nationaux, le droit de recourir à l’arbitrage". Il a également rappelé l’engagement de l’Algérie dans plusieurs conventions bilatérales sur l’encouragement et la protection des investissements mutuels, incluant le recours à l’arbitrage international en cas de différend relatif à l’exécution des contrats d’investissement contenus dans ces accords. Et de conclure que le législateur algérien a consacré toutes les garanties procédurales et objectives pendant le déroulement du différend arbitral dans l’arbitrage international, à la demande de la Cour d’arbitrage ou de l’une des parties au différend, jusqu’à la phase d’exécution des sentences d’arbitrage international, sous la compétence du juge national pour statuer les demandes de reconnaissance et d’exécution des sentences arbitrales, et des recours y afférents, dont le recours contre les sentences arbitrales internationales rendues en Algérie, conformément aux conditions et aux délais prévus par le Code de procédure civile et administrative.

ne. L'effet vinaigre, alors sup- plante tout l'alentour. Dire qu'il suffit de mettre dans son cœur un soleil, ce n'est pas évident quand ce cœur est un

long et pluvieux dimanche ou un vendredi trop vacant. Même la passion de s'exprimer a déserté ses sentiers pour se réfugier dans la sécurité que semble garantir la neutralité. Se taire n'est forcément pas un accord ou une adhésion .Devant la fermeture de la voix on pense ce que l'on ne peut exprimer. L'on imagine un discours lorsque écrire un texte ne se graphie que dans la tête. Car il est blâmable. C'est pour ça qu'il est toujours permis de penser « dans sa tête » à défaut d'un faire-part à faire tout haut. Il n'y a heureusement aucun monopole d'expression dans cette boîte crânienne. Une gueule peut-être bouclée, une plume asséchée, une tête décapitée, mais jamais la luminosité de la pensée ne peut être rabattue.

Mais pourquoi Bon Dieu, couper la langue à ceux qui ne veulent que partager le nectar d'une belle poésie ou le chant d'un rossignol, ou sectionner la jambe à ceux qui veulent atteindre l'horizon ou crever les yeux à ceux qui veulent contempler la beauté crépusculaire ?

Alors, pensez, repensez, remuez dans le mutisme vos idées en tout éveil, car rêver ne dépend pas d'une volonté. Le rêve on le subit, la pensée on la cogite, on la crée, on la malaxe, tout ça par défaut de pouvoir articuler la moindre phonétique ou transcrire le plus fin des édits.



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS  
DE LA WILAYA DE TLEMCEEN

Avis d'Appel d'Offres national ouvert avec exigence de capacités minimales  
N° 024/2026.  
Numéro d'identification fiscal : 408015000013078

La Direction des Travaux Publics de la Wilaya de Tlemcen lance un Avis d'Appel d'Offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation de :

Entretien des chemins wilaya à travers la Wilaya de Tlemcen (tranche 2026)

Objet :

Etude d'expertise de renforcement réhabilitation et de traitement de glissement sur 100Kms des CW à travers la Wilaya de Tlemcen.

Seules les bureaux d'études ou organisme algérienne ayant satisfait les conditions d'éligibilité ci-après peuvent retirer le cahier de charges auprès de la Direction des Travaux Publics de la Wilaya de Tlemcen, Bureau des marchés - Boulevard Colonel Lotfi - Tlemcen et participer au présent avis d'appels d'offres :

**Conditions d'éligibilité :**

- Un agrément en travaux publics attribué par le Ministère des travaux publics portant codes (0101-0102-0103-0104-0105-0403-0404-0405) pour les bureaux d'études privés et décret de création par le ministère des travaux publics pour les bureaux d'études étatiques.
- Avoir réalisé au moins une étude d'un tracé neuf ou une étude de même nature (renforcement ou réhabilitation ou de traitement de glissement) justifié par des attestations de bonne exécution délivrées par un service contractant.
- Présentation d'un chiffre d'affaire des trois dernières années moyen qui dépasse 4 millions de dinars, démontrant la viabilité financière du bureau d'études

Le soumissionnaire est tenu de présenter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière sous plis distincts dont le contenu sera clairement indiqué sur l'enveloppe.

Les trois enveloppes dans une seule enveloppe fermée et anonyme portant la mention :

Avis d'Appel d'Offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n° 024/2025

Intitulé: « Entretien des chemins wilaya à travers la Wilaya de Tlemcen (tranche 2026)

Objet :

Etude d'expertise de renforcement réhabilitation et de traitement de glissement sur 100Kms des CW à travers la Wilaya de Tlemcen.

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Et dépose à : la Directeur des Travaux Publics de la Wilaya de Tlemcen,

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES :**

Le dossier de soumission qui sera présenté par le soumissionnaire doit comprendre le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière conformément au cahier des charges.

Le délai de préparation des offres est fixé à Vingt et un (21) jours à compter de la date de la première publication de l'avis d'appel d'offre, rédigé en langue arabe et au moins dans une langue étrangère, dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou les quotidiens nationaux, diffusés au niveau national. Aucune soumission, une fois déposée, ne peut être retirée, complétée ou modifiée.

La durée de validité des offres est égale à la durée de la préparation des offres augmentée de 90 jours soit : 90 jours + 21 jours = 111 jours. Dans des circonstances exceptionnelles, le Service Contractant peut solliciter une prolongation du délai de validité des offres. La demande et les réponses seront écrites (téléx, télégramme, Fax etc.) aux soumissionnaires ayant retiré les dossiers de soumission.

Un soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre.

Le soumissionnaire ayant accepté la demande de prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.

Le dépôt des offres se fera le dernier jour de la durée de préparation des offres, à 14 Heures. (Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant aux mêmes heures).

La date d'ouverture des plis techniques et financiers est fixée au jour de dépôt des offres à 14 Heures 30 mn au siège de la direction des Travaux Publics de la Wilaya de Tlemcen.

Le présent avis sera publié dans le Bulletin Officiel des Marchés de l'Opérateur Publics (BOMOP) et dans la presse nationale.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée équivalente à la durée de préparation de l'offre augmentée de trois (03) mois.

Les soumissionnaires sont invités à la séance d'ouverture des plis.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE  
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS WILAYA DE BECHAR  
IDENTIFICATION FISCALE N° : 0998 0801 90867 01

**AVIS APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES**  
N°: 024/DEP/2026

**Intitulé de l'opération :** Etude, réalisation et équipement d'un centre régional des archives du trésor à Béchar.

**N° d'Opération:** N1 007 025 04 4808 000 008 09 001

Monsieur le Responsable de l'Action de la direction des équipements publics de la Wilaya de Béchar lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales pour:

**REALISATION ET EQUIPMENT CENTRE REGIONAL DES ARCHIVES DU TRESOR A BECHAR**

**En Lot séparés :**

LOT 6: FOURNITURE, POSE ET INSTALLATION COURANT FAIBLE.

LOT 7: FOURNITURE, POSE ET INSTALLATION DES CLIMATISEURS SPLIT SYSTEME.

Les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offres disposant des conditions d'éligibilité suivantes:

**LOT 6: FOURNITURE, POSE ET INSTALLATION COURANT FAIBLE.**

Les entreprises intéressées par le présent appel d'offres disposant les conditions d'éligibilités un certificat de qualification et classification professionnelle catégorie **TROIS (III) ou plus en bâtiment** comme activité principale en cours de validité à la date d'ouverture des plis et un certificat d'agrément dans le domaine équipement sensibles délivré par le **Ministère de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire** en cours de validité à la date d'ouverture des plis. ayant déjà réalisées au moins un projet dans le domaine de courant faible d'un montant égal ou supérieur à 7.000.000,00 DA justifier par une attestation de bonne exécution délivré par des maîtres d'ouvrages publics et avoir un moyenne des chiffres d'affaires de 03 dernières années (2022, 2023 et 2024) dépasse ou égale 7.000.000,00 DA justifié par le certificat « C N°20 » et/ou les bilans financiers.

**LOT 7: FOURNITURE, POSE ET INSTALLATION DES CLIMATISEURS SPLIT SYSTEME.**

les candidats ayant un certificat de qualification et classification professionnelle catégorie (III ou plus) en bâtiment comme activité principale portant les code de la climatisation à savoir : 335-3540,351-3540 en cours de validité à la date d'ouverture des plis. Ayant déjà réalisé, au moins un projet dans le domaine de la climatisation d'un montant égal ou supérieur à 7.000.000,00 DA justifier par une attestation de bonne exécution ou Attestation des travaux délivrée par les maîtres d'ouvrages publics Avoir un chiffres d'affaire moyen de 03 dernières années (2022, 2023 et 2024) dépasse ou égale 7.000.000,00 DA justifié par le certificat « C N°20 » et/ou les bilans financiers.

Peuvent retirer le cahier des charges auprès de la **Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Béchar**, Sise Cité triangle universitaire, Route de l'université à Béchar.

Le cahier des charges doit être retiré par le soumissionnaire ou son représentant dûment désigné, dans le cas de groupement, le cahier de charge doit être retiré par le mandataire ou son représentant dûment désigné. Les offres doivent comporter trois(03) enveloppes intérieures séparées portant l'objet de l'appel

d'offres ainsi que selon le cas, la mention: « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière ».

Chaque offre est insérée dans une enveloppe fermée et cachetée, Les trois(03) enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention suivante.

**A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLETS D'EVALUATION DES OFFRES APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES**  
N°: 024/DEP/2025,

**REALISATION ET EQUIPMENT D'UN CENTRE D'ARCHIVE REGIONAL DE TRESOR A BECHAR**

**En Lot séparés :**

LOT 6: FOURNITURE, POSE ET INSTALLATION COURANT FAIBLE.

LOT 7: FOURNITURE, POSE ET INSTALLATION DES CLIMATISEURS SPLIT SYSTEME.

Les offres doivent être accompagnées des pièces suivantes :

- A- **DOSSIER DE CANDIDATURE:** (Voir l'article 09 du cahier des charges).
- B- **OFFRE TECHNIQUE:** (Voir l'article 09 du cahier des charges)
- C- **OFFRE FINANCIERE:** (Voir l'article 09 du cahier des charges)

La durée de préparation des offres est à Dix (10) Jours qui court à partir de la date de la première publication du présent avis d'appel d'offres dans le BOMOP ou l'un des quotidiens nationaux.

La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres avant 10h00mn, cette date est tacitement reportée au premier jour ouvrable, dans le cas où le jour du dépôt des offres coïncide avec un jour férié ou un jour repos légal.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis (Offre de candidature, offre technique et l'offre financière) à une seule séance, qui se fera le jour correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres à 10h30mn au siège de la Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Béchar. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, l'ouverture des plis sera reportée au jour ouvrable suivant à la même heure 10h30 mn

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée égale à la durée de préparation des offres augmentée de 03 mois à compter de la date de dépôt des offres.

**N.B :**

- Pour plus d'information, les soumissionnaires doivent référer aux dispositions de cahier des charges.
- Les moyens humains et matériels remplissant les conditions de pré qualification technique minimales (Note éliminatoire) mobilisés pour les candidats ayant des projets conclus avec la direction des équipements publics de la wilaya de Béchar ne seront pas pris en considération lors l'évaluation des offres techniques.
- Le Soumissionnaire peut soumissionner pour un ou plusieurs lots, mais il ne sera attributaire d'un seul lot.

**LE DIRECTEUR**



Iran

## Trump évoque désormais un renversement du pouvoir

**Donald Trump a évoqué ouvertement vendredi un renversement du pouvoir en Iran, sur fond de difficile dialogue entre Washington et Téhéran sur les capacités nucléaires et balistiques de la République islamique.**

Le président américain, qui oscille entre promesses d'une issue négociée et menaces militaires, avait peu auparavant confirmé l'envoi «très bientôt» d'un deuxième porte-avions américain dans la région.

«Il semble que ce serait la meilleure chose qui puisse arriver», a dit le président américain à des journalistes qui l'interrogeaient sur éventualité d'un «changement de régime».

«Depuis 47 ans, ils parlent et parlent et parlent. Et pendant ce temps nous avons perdu beaucoup de vies», a ajouté le dirigeant républicain, en quittant la base militaire de Fort Bragg (Caroline du Nord, sud-est). Reza Pahlavi, le fils exilé du dernier chah d'Iran, a lui appelé les Iraniens à de nouvelles actions de protestation, après la vague de mobilisation réprimée dans le sang début janvier, parallèlement à des rassemblements prévus hier à l'étranger.

Le président américain avait brandi la menace d'une intervention militaire en Iran face à la répression des manifestations qui, selon des ONG de défense des droits humains, a fait des milliers de morts.

Il a ensuite continué de menacer Téhéran pour pousser à un accord, notamment sur le dossier nucléaire.

### «TRAUMATISANTES»

Des négociations entre les deux pays ennemis ont repris le 6 février à Oman mais leur poursuite demeure incertaine tant les positions restent éloignées. Washington, encouragé par Israël, veut également limiter le programme de missiles balistiques de l'Iran et mettre fin au soutien à des groupes armés dans la



région. L'Iran de son côté ne veut parler que du programme nucléaire et insiste pour conserver des capacités de raffinage d'uranium.

Faute d'accord, Donald Trump a menacé jeudi le pays de conséquences «traumatisantes», en rappelant le bombardement par les Etats-Unis de sites nucléaires iraniens lors d'une guerre de 12 jours déclenchée par Israël en juin. A l'époque, le président américain avait déjà évoqué en termes confus un possible changement du pouvoir en Iran mais avait ensuite rejeté cette idée, jugeant que cela apporterait du «chaos». Après l'envoi en janvier dans la région du Golfe du porte-avions USS Abraham Lincoln et de ses navires d'escorte, un deuxième porte-avions, le Gerald Ford, doit donc les rejoindre, à une date qui reste incertaine.

Les cibles que Washington pourrait viser dans le cas d'une intervention ne sont pas claires non plus.

Le secrétaire général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Rafael Grossi, a lui indiqué vendredi qu'un accord entre l'AIEA et Téhéran sur les inspections du programme nucléaire était «possible», mais «terriblement difficile».

### RÉPRESSION

L'Iran avait refusé en novembre que l'AIEA inspecte ses différents si-

tes bombardés en juin. Dans le même temps, Reza Pahlavi, qui vit aux Etats-Unis et n'a pas remis les pieds dans son pays natal depuis la Révolution islamique de 1979, a appelé à manifester hier à Munich, Toronto et Los Angeles pour réclamer une action internationale contre l'Iran.

Dans un message publié sur X, le fils exilé du dernier chah a exhorté en outre les Iraniens de l'intérieur à s'associer à ces manifestations en scandant, samedi et dimanche, des slogans depuis leurs fenêtres et leurs toits. Selon le groupe basé aux Etats-Unis Human Rights Activists News Agency (HRANA), au moins 7.008 personnes, la plupart des manifestants, ont été tuées lors des protestations, début janvier, et plus de 53.000 personnes ont été arrêtées depuis.

Si quelques figures du courant réformateur ont été libérées, selon l'ONG Iran Human Rights (IHR) des centaines de personnes sont poursuivies pour des chefs d'accusation liés aux manifestations, qui pourraient aboutir à leur condamnation à mort.

Selon les autorités iraniennes, les manifestations ont fait plus de 3.000 morts, en grande majorité des membres des forces de sécurité ou des passants tués par des «terroristes», à la solde selon Téhéran d'Israël et des Etats-Unis.

Grèce

## Manifestation de milliers d'agriculteurs devant le Parlement



Des milliers de manifestants se sont réunis vendredi soir devant le parlement grec, pour soutenir les agriculteurs ayant envahi Athènes avec leurs tracteurs pour réclamer des allègements fiscaux et le soutien de l'Etat, après près de deux mois de manifestations nationales ayant bloqué autoroutes et postes-frontières. Quelque 70 tracteurs ont roulé jusqu'au cœur de la capitale pour cette manifestation devant le parlement. «Nous continuerons le combat jusqu'au bout», a déclaré le syndicaliste agricole Costas Tzelas devant la foule. En janvier, agriculteurs et éleveurs avaient réduit leur mouvement de protestation, qui impliquait des blocages intermittents des autoroutes du pays depuis fin novembre 2025.

Les agriculteurs grecs protestent contre les longs retards dans le versement des subventions, provoqués par un scandale de détournement d'aides agricoles de l'UE, et subissent également la pression des prix bas, de la hausse des coûts énergétiques et de la crise climatique.

Les versements de subventions aux agriculteurs ont été retardés par une enquête en cours sur des demandes frauduleuses de subventions de l'UE représentant des millions d'euros, rendue publique en mai par le Parquet

européen. Chrystostomos Pavlidis, un syndicaliste agricole, assure que ses revenus ont baissé de plus de 60 % par rapport à l'année dernière. «Les gens vont mourir de faim, et Athènes sera la première touchée», a-t-il déclaré, arguant que les producteurs locaux ont du mal à rivaliser avec les produits moins chers provenant de Bulgarie et d'Ukraine.

Les éleveurs grecs sont également frappés par l'abattage de plus de 470.000 moutons et chèvres en raison d'une épidémie de variole. «Nous sommes traités comme des citoyens de troisième classe», dénonce Yiannis Dinas, 72 ans, éleveur de moutons de Macédoine.

En décembre, les agriculteurs avaient rejeté une invitation à des discussions du Premier ministre conservateur Kyriakos Mitsotakis et ignoré les avertissements répétés du gouvernement qui leur demandait de reculer.

Des responsables officiels ont accusé les partis d'opposition d'encourager les agriculteurs à refuser les pourparlers.

Le mouvement des agriculteurs grecs a coïncidé en décembre avec celui de leurs confrères en Europe, qu'ils ont rejoint, pour protester contre la politique agricole commune (PAC) et la prochaine signature d'un accord commercial avec le Mercosur.

Syrie

## La Turquie accuse le Parlement européen d'adopter «des résolutions malveillantes»

La Turquie a accusé vendredi le Parlement européen «d'ingérence» et d'adopter «des résolutions malveillantes» à propos de deux textes votés jeudi par les eurodéputés, appelant les acteurs régionaux, notamment la Turquie, à s'abstenir de toute atteinte au cessez-le-feu en Syrie par des actions militaires ou par le soutien à des groupes armés.

«La résolution sur la situation dans le nord-est de la Syrie ignore le rôle de la Turquie dans le redressement et la stabilisation du pays. Nous conseillons au Parlement européen de s'efforcer davantage de comprendre la réalité du terrain et les attentes de la Syrie et du peuple syrien, au lieu d'adopter des résolutions erronées et malveillantes», a réagi vendredi le ministère turc des Affaires étrangères dans un communiqué.

Condamnant les violences perpétrées contre les civils dans le nord-est de la Syrie, les députés européens avaient lancé jeudi cet appel aux

acteurs régionaux. La Turquie a également réagi à une résolution du Parlement européen sur des «expulsions ciblées» de chrétiens et de journalistes étrangers par la Turquie, les qualifiant «d'allégations infondées».

«Aucune institution étrangère, y compris le Parlement européen, ne peut effectuer une ingérence dans les procédures judiciaires en vigueur dans notre pays», a affirmé le ministère turc des Affaires étrangères.

Les autorités turques, proches de la nouvelle direction syrienne, ont appuyé les opérations contre les forces kurdes dans le nord de la Syrie.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, qui étaient le fer de lance de la lutte antijihadiste, ont dû, sous la pression de Damas, se retirer de larges pans du nord et du nord-est de la Syrie.

Un accord avec Damas prévoit l'intégration des FDS à l'armée syrienne, mettant fin aux espoirs d'autonomie des Kurdes.





## Naâma De nouveaux projets pour la Santé

La wilaya de Naâma a bénéficié de nouveaux projets dans le secteur de la santé, comprenant la réalisation d'un hôpital d'une capacité de 60 lits, ainsi que de trois polycliniques, selon les services de la wilaya.

La cellule de communication de la wilaya a indiqué que le projet prévoit la réalisation d'un hôpital d'une capacité de 60 lits dans la commune d'Asla, en plus de trois polycliniques situées

dans les quartiers "Belkhe-dam Ramadan" et "Khemisti" dans la commune de Mecheria, ainsi que dans le quartier Ghaza, dans la commune d'Aïn Sefra.

Il s'agit aussi de l'inscription d'un nouveau projet consistant en la réalisation d'un service d'hémodialyse destiné à remplacer l'ancien service au sein de l'établissement public hospitalier "Mohamed Boudiaf" d'Aïn Sefra. Il est également prévu de renforcer les hôpitaux de

Naâma, Mecheria et Aïn Sefra avec de nouveaux équipements médicaux, ainsi que l'acquisition de 20 ambulances. Ces projets, pour lesquels les assiettes foncières ont été sélectionnées cette semaine, par la commission technique compétente, s'inscrivent dans le cadre des efforts visant à développer les services de santé spécialisés dans la wilaya et à améliorer les conditions d'accueil et de prise en charge des patients, a-t-on ajouté.

## Mascara Une équipe de l'EHU d'Oran opère à l'hôpital «mère-enfant»

Une équipe médico-chirurgicale de l'établissement hospitalo-universitaire (EHU) "1er Novembre 1954" d'Oran effectue, depuis jeudi, des interventions chirurgicales en gynécologie-obstétrique au niveau de l'établissement public hospitalier spécialisé mère-enfant Belbouri-Rahma de Mascara, dans le cadre des conventions de jumelage entre hôpitaux, a indiqué la direction de la santé.

Cette équipe médicale, composée de sept médecins spécialistes en chirurgie gynécologique et obstétrique, procédera durant une semaine à des interventions au profit de patientes issues de différentes communes de la wilaya, souffrant de tumeurs cancéreuses et de kystes au niveau du col et de la paroi utérine. Ces interventions chirurgicales seront précédées d'examens médicaux spécialisés concernant les cas enregistrés, afin de déterminer l'avis médical quant à la nécessité ou non d'un



acte chirurgical. Cette initiative vise à rapprocher les services de santé spécialisés des patients, leur évitant ainsi de se déplacer vers des établissements hospitaliers spécialisés dans des wilayas avoisinantes, tout en contribuant à la formation des équipes médicales de l'établissement mère-enfant Belbouri-Rahma. Par ailleurs, la

même source a révélé qu'une visite d'une équipe médico-chirurgicale du CHU "Dr Benzerdjeb" d'Oran est programmée, prochainement, pour réaliser des interventions chirurgicales en gastro-entérologie et en chirurgie digestive au niveau des établissements publics hospitaliers Meslem-Tayeb et Asâad-Khaled de Mascara.

## L'agriculture au menu d'une commission du Sénat

La mission d'information temporaire de la Commission de l'agriculture et du développement rural du Conseil de la nation s'est rendue dans la wilaya de Mascara afin de s'enquérir de la situation du secteur agricole dans la région, selon la cellule de communication des services de la wilaya.

Dans ce cadre, une rencontre s'est tenue, mercredi, avec le wali de Mascara, Fouad Aissi, en présence de l'ensemble des acteurs du secteur agricole. Un exposé global et détaillé sur le secteur a été présenté, comprenant les principaux indicateurs, les programmes de soutien, les projets réalisés et en cours de réalisation, ainsi que les préoccupations et les défis soulevés.

Un exposé détaillé sur la situation de l'irrigation agricole et les efforts déployés pour l'extension des périmètres irrigués dans la wilaya a également été présenté.

Le responsable de l'exécutif local a souligné l'importance de cette visite, qui s'inscrit dans le cadre des mécanismes d'évaluation sur le terrain, mettant en avant les importantes potentialités agricoles de la wilaya de Mascara, ainsi que ses atouts naturels et humains qui en font un pôle agricole prometteur, notamment dans les domaines des arbres fruitiers, des céréales et des cultures maraîchères.

De son côté, le président de la Commission de l'agriculture et du développement rural du Conseil de la nation, Lakhdar Moulay Saâdoun, a salué les efforts consentis par les autorités locales et les acteurs du secteur agricole, qualifiant Mascara de "wilaya agricole par excellence" en raison de ses grandes capacités de production de légumes et d'arbres fruitiers, notamment les agrumes.

La délégation de la mission a entamé des visites de

terrain dans plusieurs exploitations agricoles, ainsi que dans des établissements publics et privés relevant du secteur agricole.

Au programme de la visite figurait également une inspection des moyens dont dispose le secteur, notamment les unités de réfrigération des produits agricoles, les centres de stockage des céréales, les marchés de gros de fruits et légumes, les établissements de production des viandes rouges et blanches, les stations d'épuration des eaux usées, ainsi que des unités agricoles privées.

La visite a été clôturée, jeudi soir, par une rencontre consultative réunissant la délégation et les acteurs du secteur agricole, les agriculteurs et les opérateurs économiques, afin d'écouter leurs préoccupations et propositions, dans le but de renforcer le soutien de l'Etat au secteur et de dynamiser le développement dans la wilaya, selon la même source.

## Chlef De l'argent et des repas chauds pour les démunis

Abbad Miloud

Dans le cadre de l'opération "solidarité ramadhan", une commission présidée par le directeur des affaires sociales (DAS) et constituée de représentants de la direction du commerce, des affaires religieuses, de la santé et de la population, de la protection civile, de l'union générale des commerçants algériens, du Croissant-rouge algérien et des scouts, s'est réunie plusieurs fois dès son installation.

Elle est chargée de veiller au bon déroulement de l'opération devant toucher 75.404 nécessiteux dénombrés lors d'un recensement effectué par la DAS en collaboration avec l'ensemble des chefs de daïra et des présidents d'APC dans le respect des directives du ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de

la femme. Une enveloppe financière de 75,6 milliards de centimes a été débouquée par la wilaya et à laquelle s'ajoute un montant de 3 milliards de centimes alloué par le ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme. De même, 1.000 kits alimentaires seront distribués, dans le courant de la semaine en cours, aux familles démunies résidant au niveau de 23 communes. Ces kits sont constitués de produits alimentaires de large consommation.

Par ailleurs, l'opération de versement d'un montant d'un million de centimes dans le compte CCP de chaque démunie a débuté le 08 du mois courant et sera achevée aujourd'hui.

D'autre part, 36 demandes pour l'ouverture restaurant ont été enregistrées dont 31 demandeurs ont reçu l'autorisation d'ouver-

ture. Pour les 05 autres, l'autorisation sera donnée au plus tard mercredi prochain. La délivrance de l'autorisation est subordonnée à la visite par une commission composée d'un représentant de la direction des affaires sociales, de la santé et la population et de la protection civile des restaurants où seront servis des repas chauds durant toute la période du ramadhan pour s'enquérir du respect des normes d'hygiène et de sécurité.

Les 31 restaurants (en attendant les 05 autres) sont répartis par commune comme suit : 7 restaurants à Chlef, 4 à Oued Sly, 3 à Boukader, 2 à Oumrou, 2 à Ténès, un au niveau des communes de Sendjas, Ouled Fares, Chettia, El Abiodh Medjadja, Zeboudja, Ouled Ben Abdellader, Talassa, Tadjena, Bouzghaia, Oued-Fodda, Taougrit et Dahra.

## Tiaret Des équipements pour les établissements de jeunesse

Le camp thématique destiné aux encadrants des clubs d'art numérique et d'impression 3D, représentant 29 wilayas, a débuté vendredi dans la wilaya de Tiaret.

Le représentant du ministre de la Jeunesse, Fouad Lemouchi, a expliqué lors de l'ouverture de l'événement que "ce camp de deux jours a pour objectif de former 58 animateurs au sein des établissements de jeunesse, afin de leur permettre de contribuer à la création du plus grand nombre possible de clubs scientifiques dans le domaine du design et de l'impression 3D dans les wilayas situées à l'ouest et au sud-ouest du pays".

Les ateliers, sous le thème "De l'idée au modèle -

l'impression 3D au service de la jeunesse", sont animés par des formateurs du système de robotique éducative et de l'association Génération Technologie. Les participants abordent les concepts de l'impression 3D, les équipements utilisés (composants, montage et maintenance), ainsi que l'application pratique pour imprimer des projets conçus précédemment, afin de maîtriser cette technologie.

M. Lemouchi a ajouté que le ministère de la Jeunesse vise, à travers des initiatives similaires récemment organisées dans la wilaya d'Annaba pour les animateurs des établissements de l'Est et du Sud-Est, à mobiliser un maximum de jeunes âgés de 15 à 40 ans, intéressés par la

robotique et l'innovation, dans le but de créer trois mille établissements de jeunesse dans ce domaine, offrant les compétences nécessaires au développement du secteur industriel.

Par ailleurs, le directeur de la Jeunesse et des Sports de la wilaya de Tiaret a indiqué à l'APS que 69 établissements de jeunesse actifs seront prochainement équipés de matériels dédiés à la conception et à l'impression 3D. Il a également souligné l'importance de promouvoir les activités des clubs distingués à travers la wilaya, notamment ceux du complexe sportif de proximité à Dahmouni et du Centre de loisirs scientifique à Sougueur, qui ont remporté plusieurs prix nationaux.

## Tindouf Le reboisement, une démarche concrète contre la désertification

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nassima Arhab, a participé, samedi à Tindouf, à une campagne de reboisement inscrite dans le cadre de la campagne nationale visant la plantation de 5 millions d'arbustes à travers les différentes wilayas du pays, à l'initiative du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, par le biais de la Direction générale des forêts.

La cérémonie de lancement de l'opération s'est déroulée dans la zone de Tindouf Lotfi, avant de se poursuivre à la gare ferroviaire du chef-lieu de wilaya, en présence des autorités locales civiles et militaires, des représen-

tants de la famille révolutionnaire, ainsi que des cadres du secteur et des stagiaires des établissements de formation.

Il est à noter que la plantation d'un total de 3.000 arbustes a été programmée dans le cadre de cette campagne à travers les différentes zones de la wilaya.

Dans une déclaration à la presse, la ministre, qui effectue une visite de travail et d'inspection de deux jours dans la wilaya de Tindouf, a affirmé que la participation du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels à cette initiative environnementale s'inscrit dans le cadre de la concrétisation des orientations visant à ancrer la culture de la préservation

de l'environnement chez les jeunes. Elle a souligné que les établissements de formation constituent un espace propice pour inculquer des valeurs de citoyenneté environnementale et au renforcement de l'esprit de volontariat.

Elle a ajouté que la campagne nationale de reboisement représente une démarche concrète pour faire face aux effets des changements climatiques et lutter contre le phénomène de la désertification, notamment dans les wilayas du Sud, réaffirmant l'engagement du secteur à accompagner ce type d'initiatives à travers l'implication des stagiaires dans les opérations de plantation, d'entretien et de suivi.



## Violentes rafales de vent Des dégâts matériels et une intervention soutenue de la protection civile

J. Boukraa

La wilaya d'Oran a été secouée ce week-end par de fortes perturbations météorologiques marquées par des vents violents ayant atteint localement les 100 km/h. Ces intempéries ont provoqué plusieurs incidents à travers différentes communes, occasionnant des dégâts matériels sans enregistrer, fort heureusement, de pertes humaines. À Oran-ville, la chute d'une partie du toit en plastique d'un siège d'entreprise situé au quartier de Bel Air a été signalée. Aucun blessé n'est à déplorer. Dans les communes de Bir El Djir et Es-Sénia, trois arbres sont tombés respectivement dans les quartiers Es-Salem et Aïn El Beïda, sans faire de victimes. À Gdyl, un poteau électrique s'est effondré sur la voie

publique au quartier LPA. Un incident similaire a été enregistré à Arzew, El Bahair, où un autre poteau électrique a chuté sous la force des rafales. Les communes de Hassi Bounif et Bir El Djir ont également connu la chute de deux arbres dans les quartiers Garrita et le quartier administratif.

Par ailleurs, à Oran, une chute d'arbre a été signalée au carrefour El Bahia, toujours sans pertes humaines. L'incident le plus spectaculaire s'est produit à Bir El Djir où une grue, déstabilisée par les vents violents, est tombée sur deux immeubles en cours de réalisation au quartier Akid Lotfi, causant des dégâts matériels, notamment la destruction de vitres de plusieurs balcons. À Hassi Bounif, le portail principal d'un dépôt privé de matériaux de construction s'est effondré sur un gar-

dien, lui occasionnant plusieurs blessures. La victime a été évacuée vers les urgences de l'hôpital du 1<sup>er</sup> Novembre pour recevoir les soins nécessaires. Face à ces événements, les unités de la protection civile sont intervenues rapidement dans les différentes zones touchées afin de sécuriser les lieux, dégager les voies publiques et prévenir tout risque supplémentaire pour les citoyens. Les équipes sont restées mobilisées tout au long de la journée pour faire face aux multiples appels liés aux effets des vents violents. Les autorités appellent les citoyens à la vigilance, notamment en période de perturbations météorologiques, en évitant les déplacements non nécessaires et en se tenant éloignés des chantiers, arbres et structures susceptibles de céder sous l'effet des rafales.

## Investissements Etude de deux projets industriels en vue de leur entrée en activité

Les dossiers de deux projets industriels dans le domaine de la transformation primaire du plastique et de la production de peinture intérieure et extérieure ont été examinés à Oran, a-t-on appris, mercredi, auprès des services de la wilaya.

Lors des travaux de la réunion de la commission de wilaya chargée de lever les contraintes entravant l'entrée en exploitation des projets, tenue mardi soir sous la présidence du wali d'Oran, Ibrahim Ouchène, en présence des différents responsables concernés,

deux dossiers relatifs à des demandes d'octroi d'autorisations exceptionnelles d'exploitation ont été examinés, indique-t-on.

Il s'agit d'une usine de transformation primaire du plastique, ainsi que d'une unité de production de peinture intérieure et extérieure (peinture, plâtre et colle pour ciment).

Le wali a insisté sur la nécessité d'accompagner les investisseurs et de poursuivre les efforts pour suivre la situation de ces projets afin de lever les obstacles et les réserves enregistrés. Il a égale-

ment souligné l'importance de poursuivre le recensement des projets d'investissement rencontrant des difficultés, afin de les traiter au niveau de la commission de wilaya, pour permettre à leurs promoteurs de concrétiser leurs projets dans les délais fixés. Il convient de rappeler que l'opération de levée des contraintes entravant la concrétisation des projets d'investissement s'inscrit dans le cadre des orientations des pouvoirs publics visant à faciliter les procédures administratives au profit des investisseurs.

## Saison estivale 2026 Renforcement du parc hôtelier et un programme d'aménagement des plages

Le parc hôtelier de la wilaya d'Oran sera renforcé, à titre prévisionnel, par sept nouveaux établissements hôteliers qui entreront en exploitation à l'occasion de la saison estivale 2026.

Ces infrastructures supplémentaires offriront une capacité de 546 lits et permettront la création de 236 postes d'emploi, contribuant ainsi à l'amélioration de l'offre d'accueil et au dynamisme du secteur touristique local.

Ces annonces ont été faites lors de la réunion exécutive présidée mercredi 11 février 2026 par le wali d'Oran, Ibrahim Ouchène, consacrée aux préparatifs de la saison estivale.

Au cours de cette rencontre, la directrice du tourisme par intérim

a présenté un exposé détaillé sur l'état d'avancement des préparatifs. Elle a indiqué que la commission de wilaya chargée du suivi de la saison estivale a effectué plusieurs sorties de terrain afin d'identifier les insuffisances constatées au niveau des plages et des infrastructures d'accueil, et de veiller à leur prise en charge. Des réunions ont également été tenues au niveau des daïras pour assurer une coordination efficace entre les différents services concernés. La responsable a également abordé l'opération d'octroi de concessions pour l'exploitation touristique des plages autorisées à la baignade durant l'été 2026, conformément à la réglementation en vigueur.

De son côté, le directeur des travaux publics a fait état de l'inscription de trois opérations à la charge du budget de la wilaya, pour une enveloppe globale estimée à 425 millions de dinars. Ces projets portent sur l'aménagement et la réhabilitation des plages, à la suite des visites d'inspection menées par la commission de wilaya afin de recenser les carences et d'y remédier. Dans le même sillage, le wali a insisté sur la nécessité de lutter contre la spéculation saisonnière au niveau des plages et de garantir le principe de la gratuité d'accès pour tous les citoyens, tout en veillant à offrir des conditions d'accueil adéquates et conformes aux normes.

J. Boukraa

## Institut national de recherche sur le cancer Le projet en phase d'achèvement

Le taux d'avancement des travaux du projet d'Institut national de recherche sur le cancer d'Oran a dépassé 85%, cette importante structure sanitaire devant être livrée avant la fin de l'année en cours (2026), a indiqué, mercredi, le directeur de la santé et de la population (DSP) de la wilaya d'Oran, Kaci Abdellah.

S'exprimant devant la presse en marge d'une rencontre scientifique organisée à l'Etablissement hospitalier universitaire «1<sup>er</sup> No-

vembre 1954», à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le cancer, le responsable a indiqué que le wali d'Oran Ibrahim Ouchène veille au suivi de l'avancement du projet et a donné des instructions pour renforcer le chantier en main-d'œuvre afin d'assurer l'achèvement de cette infrastructure dans les délais impartis. Il a affirmé que le futur Institut qui comprendra des salles de traitement équipées des moyens et équipements les

plus modernes, ainsi que des unités dédiées à la chimiothérapie et à la radiothérapie, en plus d'espaces consacrés à la recherche scientifique sur le cancer, sera d'un grand apport qualitatif dans la prise en charge des patients atteints de cancer. M. Kaci a ajouté que l'Institut regroupera la recherche scientifique, la formation et l'hospitalisation, et sera doté de technologies de dernière génération afin d'assurer le confort et la qualité des soins aux patients.

## Chute d'arbres sur des poteaux à Hassi Bounif et Sidi Maarouf Sonelgaz Es-Sénia renforce son dispositif d'intervention face aux vents

K. Assia

Des perturbations ont été enregistrées en matière d'alimentation en énergie dans certaines zones relevant de la daïra de Aïn El Turck, selon un bilan des interventions de la direction de Sonelgaz Es-Sénia. En effet, les fortes rafales de vent ont engendré un rapprochement de lignes ce qui a conduit les équipes techniques à intervenir afin d'éviter le danger et surtout remettre en service l'approvisionnement de ces localités. Autre conséquence de ces vents violents et ces perturbations climatiques est la chute d'arbres sur des poteaux électriques et ce dans les communes de Hassi Bounif et Sidi Maarouf. Les équipes techniques mobilisées ont dû intervenir dans l'immédiat, a expliqué le responsable de la communication, pour écarter le danger, sécuriser la population et alimenter la zone en énergie électrique.

Sur ce, la responsable souligne que la direction de distribution de l'électricité et de gaz Sonelgaz Es-Sénia reste toujours mobilisée face aux rafales de vent qui secouent la région d'Oran. Un dispositif exceptionnel a été déployé afin de garantir un approvisionnement

continu en matière d'énergie. Il s'agit de dispositions et de mesures exceptionnelles qui portent sur le renforcement du programme de permanence. Depuis la parution du bulletin météorologique, pas moins de 37 équipes d'intervention et de maintenance sont mobilisées dans les zones relevant de la compétence de cette direction. Ces 37 brigades techniques sont mobilisées et sont appuyées par d'autres effectifs et aussi des moyens pour une intervention immédiate et aussi efficace en cas d'urgence, a-t-elle ajouté. Dans ce registre, on saura que toutes les équipes et le staff technique sont mobilisés à travers les circonscriptions d'est en ouest et du nord vers le sud et ce pour éviter toute perturbation en matière d'énergie. Ce plan mis en place porte également sur le recours aux différentes entreprises sous-traitantes pour sécuriser les réseaux de moyenne et de basse tension. Un centre d'appel national le 3303 a été mis à la disposition de ses abonnés pour signaler toute perturbation dans le réseau énergétique ou demander des informations, a fait savoir la responsable précisant que ce centre est opérationnel 24h/24 et pendant toute la semaine.

## Campagne nationale de reboisement Vers la plantation de 135.000 arbustes

La wilaya d'Oran poursuit activement sa mobilisation dans le cadre de la campagne nationale de reboisement visant la plantation de cinq millions d'arbres à travers le pays. À l'échelle locale, l'objectif fixé est ambitieux : atteindre 135.000 arbustes plantés à travers plusieurs massifs forestiers de la wilaya. La grande opération de reboisement a été lancée hier samedi au niveau de la forêt de Sidi El Bachir, principal site retenu pour accueillir cette vaste action environnementale. Placée sous la supervision du conservateur des forêts de la wilaya d'Oran, cette initiative s'inscrit dans une stratégie nationale de lutte contre la désertification, de préservation de la biodiversité et de renforcement du couvert végétal. En prélude à cette journée phare, une première opération a été organisée vendredi avec la plantation de 1.000 arbustes au niveau des forêts de Sidi El Bachir et de Murdjadjo.

Cette action a été menée en coordination avec la Fédération des chasseurs de la wilaya d'Oran ainsi que l'Association « Chafiâ Allah » pour l'élevage des oiseaux, la protection de l'environnement et des animaux, de représentants d'associations locales et de nombreux citoyens volontaires.

Selon la conservation des forêts, 40.000 arbustes ont déjà été mis en terre auparavant, tandis que plus de 15.000 autres devai-



ent être plantés hier samedi. L'opération se poursuivra progressivement jusqu'à l'atteinte de l'objectif global de 135.000 plants, à travers plusieurs sites forestiers, notamment Canastel, Murdjadjo, M'sila, Sidi El Bachir, Gdyl et Belgaid.

Au-delà des chiffres, cette campagne vise à renforcer la conscience écologique des citoyens, encourager le volontariat environnemental et contribuer durablement à la protection des écosystèmes forestiers de la région. Les autorités locales appellent ainsi à une large participation afin de faire de cette initiative un véritable élan collectif en faveur de l'environnement et des générations futures.

J. Boukraa

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

27 chaâbane 1447

El Fedjr  
06h26

Dohr  
13h17

Assar  
16h21

Maghreb  
18h49

Icha  
20h08





# Rendre l'Amérique à nouveau digne de confiance

**CAMBRIDGE -** Dans son discours historique prononcé lors du rassemblement annuel du Forum économique mondial à Davos en janvier, le Premier ministre canadien Mark Carney a affirmé que l'ordre international ne subissait pas une « transition », mais une « rupture ».



PAR RICARDO HAUSMANN

Ancien ministre de la Planification du Venezuela et ancien économiste en chef de la Banque interaméricaine de développement, est professeur à la Harvard Kennedy School et directeur du Harvard Growth Lab.

Alors que la rivalité sino-américaine s'intensifie, a-t-il averti, l'architecture sous-jacente de l'économie mondiale – des marchés ouverts régis par des règles raisonnablement prévisibles, avec les États-Unis garantissant les « biens publics » essentiels – est en train d'être remplacée par un patchwork d'accords transactionnels et coercitifs. L'interdépendance, autrefois considérée comme un moteur de prospérité partagée, est de plus en plus perçue comme une vulnérabilité à exploiter.

Le diagnostic de Carney a trouvé un large écho, car les gouvernements et les entreprises ont déjà commencé à intégrer dans leurs prix une économie mondiale plus volatile et politisée. À une époque où une administration américaine hostile peut fermer l'accès au plus grand marché de consommation du monde pour des raisons ouvertement politiques, et où les chaînes d'approvisionnement critiques sont de plus en plus utilisées comme points d'étranglement, il est tout simplement naïf de planifier un ordre fondé sur des règles. Faisant écho à l'ancien président tchèque Václav Havel, Carney a fait remarquer que les gouvernements et les entreprises continuent de se comporter comme si l'ordre international allait se rétablir, même si les preuves s'accumulent pour montrer que ce ne sera pas le cas, car agir autrement serait coûteux et perturbateur.

Mais le terme « rupture » implique que l'économie mondiale évoluera vers un nouvel équilibre. En termes de théorie des jeux, l'acteur dominant s'est orienté vers une stratégie qui sert mieux ses intérêts, et tous les autres doivent s'adapter à un nouvel ensemble d'incitations. Si tel est le cas, la réponse logique pour les puissances moyennes est de réduire leur vulnérabilité en formant des coalitions, en diversifiant leurs partenariats commerciaux et en mettant en place des chaînes d'approvisionnement autonomes, comme l'a proposé Carney.

Mais il existe une autre possibilité. Ce qui semble être un nouvel équilibre pourrait en fait être un éloignement temporaire de l'ancien. L'histoire économique regorge en effet d'exemples de stratégies qui ont permis d'obtenir des gains à

court terme, mais qui ont finalement été abandonnées parce qu'elles sapaient les structures qui avaient rendu ces gains possibles au départ. Exercer une influence n'est pas la même chose que démanteler les institutions nécessaires pour que cette influence soit crédible. Si les États-Unis continuent à utiliser les droits de douane, l'exclusion financière et les restrictions à l'exportation pour obtenir des concessions de leurs partenaires commerciaux, le monde ne se contentera pas de s'adapter, il se protégera. Les gouvernements et les entreprises réorienteront leurs investissements et réduiront leur dépendance vis-à-vis des marchés américains.

Le danger dépasse le cadre d'un simple différend commercial. Lorsque les outils conçus pour gérer l'économie mondiale par le biais d'une coordination internationale sont détournés de leur objectif initial pour servir d'instruments de coercition et utilisés de manière imprévisible, l'exposition commerciale ordinaire devient un risque extrême. En réponse, les entreprises et les gouvernements cessent d'optimiser leur efficacité et se concentrent sur le renforcement de leur résilience.

Il ne s'agit pas d'une critique morale, mais de l'économie d'une coopération complexe. De nombreux accords transfrontaliers de grande valeur – investissements, intégration de la chaîne d'approvisionnement et financement des infrastructures – sont à long terme et nécessitent des relations étroites, et dépendent donc d'engagements crédibles. Si l'une des parties ne peut pas faire confiance à l'autre pour respecter les accords, elle se protège en raccourcissant les horizons temporels, en augmentant les primes de risque, en mettant en place des mesures d'urgence coûteuses ou en se désengageant complètement. Lorsque cette logique se généralise, il en résulte non seulement une redistribution des gains, mais aussi une réduction du gâteau global.

C'est la crédibilité qui rend possible la coopération à grande échelle. Tout comme les infrastructures ou le capital humain, elle est essentielle à la spécialisation et à la coordination transfrontalière. L'« interdépendance militarisée » érode ce fondement. À mesure que la crédibilité s'affaiblit, la spécialisation cède la place à la redondance, la confiance est remplacée par l'auto-assurance et les économies de réseau commencent à se désagréger. Comme l'a observé Carney, un monde dans lequel chacun doit payer une prime de diversification est inévitablement un monde plus pauvre.

Loin d'être exemptés, les États-Unis paient également cette prime, souvent plus qu'ils ne le pensent, car leur puissance économique dépend du choix des gouvernements et des entreprises de faire passer le commerce, la finance et la technologie par les systèmes américains. Lorsque ces connexions sont considérées comme des passifs plutôt que comme des actifs, ils commencent à investir dans d'autres fournisseurs, systèmes de paiement, normes et plateformes technologiques.

Les implications stratégiques sont profondes. Dans un contexte d'escalade de la rivalité géopolitique avec la Chine, l'ad-

ministration Trump encourage en fait ses alliés et ses partenaires commerciaux à se prémunir contre la volatilité de la politique américaine en se diversifiant hors des marchés et des chaînes d'approvisionnement américains. Une fois que les chaînes d'approvisionnement sont réorientées, les contrats réécrits et les normes dupliquées, il est difficile de revenir au statu quo ante. Une stratégie économique qui incite les partenaires commerciaux à rechercher des alternatives, renforçant ainsi le principal rival géopolitique des États-Unis, ne semble pas optimale du point de vue américain et ne fait donc pas partie d'un nouvel équilibre. Elle s'apparente davantage à une frénésie qui conduit à une gratification à court terme, suivie de regrets à long terme. Si tel est le cas, alors la « rupture » de Carney n'est pas inévitable. Le monde continuera à se diversifier, mais les États-Unis finiront peut-être par reconnaître que se rendre indignes de confiance est contre-productif.

La confiance, cependant, ne se comporte pas comme un thermostat. Elle se construit lentement et s'effondre rapidement. La crédibilité repose sur un engagement préalable : le mécanisme qui rend la coopération possible même lorsque la tentation d'agir de manière opportuniste est forte. Le problème sous-jacent est celui de l'incohérence temporelle.

Ce qui semble attrayant sur le moment – exploiter son influence – sape ce qui importe à long terme : être suffisamment digne de confiance pour que les autres souhaitent s'engager. La seule solution durable consiste à mettre en place des institutions et des normes qui limitent le pouvoir discrétionnaire de l'exécutif. Si la politique tarifaire peut varier en fonction de l'actualité, elle devient rapidement un risque politique, décourageant les investissements à long terme dans l'industrie manufacturière, l'énergie et la technologie. Le rétablissement de la crédibilité des États-Unis nécessite donc un changement institutionnel. Le pouvoir tarifaire général doit revenir au Congrès, les pouvoirs d'urgence du président doivent être restreints et les garde-fous juridiques doivent être renforcés afin de garantir quela « diplomatie économique » ne devienne pas un substitut permanent à une politique cohérente. Rendre l'Amérique digne de confiance ne signifie pas renoncer à son influence. Cela signifie plutôt préserver la réputation d'une politique stable qui donne toute sa valeur à l'influence des États-Unis.

En 1961, le président américain John F. Kennedy s'était engagé à « payer n'importe quel prix, supporter n'importe quel fardeau, affronter n'importe quelle difficulté, soutenir n'importe quel ami, s'opposer à n'importe quel ennemi pour assurer la survie et le succès de la liberté ». Aujourd'hui, le monde demande à l'Amérique quelque chose de beaucoup moins spectaculaire, mais qui, à certains égards, a plus d'importance : la retenue. Sans cela, l'avertissement de Carney deviendra une prophétie auto-réalisatrice, non pas parce que l'ordre international était voué à s'effondrer, mais parce que la puissance hégémonique mondiale s'est rendue indigne de confiance.

## Les risques cachés de la simplification de la surveillance bancaire aux États-Unis

STANFORD-

La supervision bancaire aux États-Unis fait à nouveau l'objet d'un examen minutieux.



PAR AMIT SERU

Professeur de finance à la Stanford Graduate School of Business et chercheur principal à la Hoover Institution.

Les derniers mois, les hauts responsables de la Réserve fédérale ont commencé à réduire leurs effectifs, à réviser les directives destinées aux inspecteurs et à s'éloigner de ce qu'ils décrivent comme une approche de la surveillance trop axée sur les processus. L'objectif déclaré est de rendre la supervision plus transparente, moins coûteuse et mieux adaptée à un système financier fondé sur les données.

Il ne s'agit pas seulement d'un débat théorique. Kevin Warsh, candidat désigné par le président Donald Trump à la présidence de la Fed, étant largement pressenti pour favoriser un régime de surveillance allégée, les décisions qui seront prises dans les mois à venir détermineront le degré d'agressivité avec lequel les régulateurs identifieront et réagiront aux risques bancaires.

Le changement est déjà en cours. La vice-présidente de la Fed chargée de la supervision, Michelle Bowman, a rapidement réorganisé sa division : elle a relevé le niveau d'exigence pour citer officiellement les banques, encouragé les inspecteurs à accorder moins d'importance à la documentation et recentré la surveillance sur les risques financiers fondamentaux. Les partisans y voient une correction attendue depuis longtemps des excès bureaucratiques, tandis que les détracteurs craignent que le pendule n'aille trop loin, entravant la capacité des régulateurs à repérer les risques émergents dans un contexte de vulnérabilité croissante. Il est certain que la modernisation se justifie pleinement. Le cadre de surveillance CAMELS, qui couvre l'adéquation des fonds propres, la qualité des actifs, la gestion, les bénéfices, la liquidité et la sensibilité au risque de marché, a été conçu il y a plusieurs décennies. Il nécessite beaucoup de ressources et est souvent appliqué de manière uniforme à des institutions présentant des profils de risque très différents.

Les petites banques, en particulier, doivent supporter des coûts de mise en conformité fixes importants. Dans le même temps, les

superviseurs ont désormais accès à des données beaucoup plus riches et plus actuelles que leurs prédécesseurs, ce qui leur permet de détecter les risques plus tôt et de manière plus cohérente. Une certaine évolution est à la fois bienvenue et attendue depuis longtemps.

Mais il ne faut pas confondre modernisation et simplification. Considérer la supervision bancaire comme un exercice mécanique ou algorithmique, plutôt que comme une activité qui repose sur un jugement éclairé, empêcherait les superviseurs de détecter les premiers signes de difficultés. Étant donné que les banques continuent d'absorber d'importantes pertes sur les taux d'intérêt et que la valeur des biens immobiliers commerciaux reste sous pression, une telle approche pourrait s'avérer être une erreur coûteuse.

Tout effort de réforme sérieuse doit commencer par une compréhension claire de ce qu'est la supervision bancaire. Il ne s'agit pas seulement d'appliquer des règles ou de cocher des cases. Fondamentalement, la supervision est un processus de collecte et d'interprétation d'informations sur les risques que les marchés, les ratios de fonds propres et les modèles formels négligent souvent. En combinant des données concrètes avec des évaluations qualitatives de la stratégie, de la gouvernance et de la gestion des risques, les superviseurs bancaires cherchent à identifier les vulnérabilités avant qu'elles ne se transforment en pertes ou en paniques bancaires.

C'est pourquoi les décisions en matière de supervision ne peuvent jamais se réduire à une formule. Les notations CAMELS n'ont jamais été conçues comme des scores précis. Il s'agit d'évaluations structurées qui synthétisent des signaux disparates en alertes précoces. Leur valeur réside moins dans leur précision que dans leur capacité à inciter à agir tant que les problèmes sont encore gérables, même si ces interventions précoces sont impopulaires sur le moment.

Les détracteurs soulignent souvent les différences entre les superviseurs bancaires comme preuve que la discrétion est imparfaite. Mais la variation ne signifie pas que les jugements manquent de valeur. Mes propres travaux empiriques récents montrent que les superviseurs accordent une importance considérable à la qualité de la gestion lorsqu'ils attribuent des notes CAMELS. Si ces évaluations sont indéniablement imparfaites, elles contiennent également des informations utiles. Elles aident notamment à prédire les baisses futures de la qualité des actifs et des bénéfices que les indicateurs du bilan négligent souvent, en particulier lorsque les banques disposant de peu de capitaux et bénéficiant du soutien du gouvernement sont les plus tentées de prendre des risques.

Ce mélange de subjectivité et de perspicacité n'est pas fortuit. Si la qualité de la gestion, la gouvernance et la culture du risque sont intrinsèquement difficiles à quantifier, elles déterminent le comportement des banques en situation de crise. Une banque à faible capitalisation, dotée de contrôles internes insuffi-

sants et bénéficiant d'un filet de sécurité public, est fortement incitée à prendre des risques lorsque les conditions se détériorent. Les modèles permettent d'identifier les expositions, mais le jugement humain est nécessaire pour interpréter les comportements et les intentions.

L'IA peut jouer un rôle constructif si elle est utilisée avec prudence. Les nouveaux outils d'apprentissage automatique peuvent détecter des tendances dans les banques, aider les superviseurs à calibrer la pondération attribuée aux différents indicateurs de risque, réduire les incohérences entre les examinateurs et rendre les jugements des superviseurs plus transparents et comparables.

Ce qu'ils ne peuvent pas faire, c'est remplacer la responsabilité. Les décisions concernant l'application de la loi, les restrictions en matière de dividendes ou la fermeture d'une banque en difficulté nécessitent en fin de compte une prise de décision humaine. Réduire le pouvoir discrétionnaire sans clarifier qui est responsable risque de substituer le jugement à l'ambiguïté institutionnelle, précisément au moment où la clarté est la plus importante. La marge d'erreur est mince. De nombreuses banques américaines continuent de supporter des pertes latentes importantes dues à la hausse des taux d'intérêt, tandis que les récentes mesures politiques ont efficacement soutenu les déposants non assurés, modifiant ainsi les incitations au sein du système. L'immobilier commercial reste une source de tension, en particulier pour les banques régionales et de taille moyenne. Dans ce contexte, l'assouplissement des exigences de fonds propres et la réduction de la surveillance reviennent à parier que la croissance résoudra les vulnérabilités structurelles.

Lorsque les régulateurs font un tel pari, ce sont souvent les contribuables qui en supportent le coût. Les fonds propres et la surveillance sont complémentaires, et non substituables. Des fonds propres solides constituent un amortisseur lorsque le jugement des autorités de surveillance s'avère imparfait, tandis qu'une surveillance efficace décourage la prise de risques excessifs lorsque les fonds propres sont faibles. Affaiblir les deux en même temps augmente la fragilité, et non la résilience. Un programme de réforme sensé tiendrait compte de ces compromis. Les régulateurs bancaires devraient mieux utiliser les données et les outils d'IA pour améliorer la cohérence et la détection des risques, mais la surveillance ne peut être entièrement automatisée. Les exigences en matière de fonds propres doivent rester solides pendant cette transition, en particulier tant que des pertes cachées et des risques structurels persistent. Par-dessus tout, le jugement humain – discipliné, transparent et responsable – doit rester central.

La modernisation est nécessaire. Mais, dans le domaine financier, efficacité n'est pas synonyme de sécurité. Un système de surveillance plus facile à administrer mais moins capable de détecter les risques constituerait un pas en arrière. L'objectif de la réforme devrait être de mettre en place un système financier capable d'absorber les pertes sans heurts, et non un système qui privilégie la simplicité au détriment de la résilience.



# Le gouvernement indien doit défendre les contribuables, pas les investisseurs étrangers

**NEW DELHI** – En janvier, la Cour suprême indienne a statué que le fonds spéculatif américain Tiger Global devait payer des impôts sur la vente à Walmart de sa participation dans la plateforme de commerce électronique Flipkart, pour un montant de 1,6 milliard de dollars. Cette décision, rendue quelques jours avant l'annonce de l'accord de libre-échange entre l'UE et l'Inde, montre qu'au moins certaines institutions indiennes restent déterminées à défendre l'assiette fiscale du pays, qui s'érode.



PAR JAYATI GHOSH  
ET DIEGO LLUMÀ



**1- Professeur d'économie à l'université du Massachusetts à Amherst, est membre de la Commission d'économie transformatrice du Club de Rome et coprésidente de la Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises.**

**2- Responsable de la communication mondiale à la Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des capitaux.**

La décision de la Cour contraste fortement avec le programme économique du gouvernement. En 2019, le Premier ministre Narendra Modi a réduit les taux d'imposition des sociétés, sacrifiant les recettes publiques alors même que les entreprises ont presque quadruplé leurs bénéfices, que les salaires ont stagné et que les investissements privés étaient au point mort. Plutôt que de changer de cap, le gouvernement a doublé la mise. La décision Tiger Global intervient à un moment où les règles fiscales fondamentales sont plus importantes que jamais, mais sont de plus en plus menacées. Ces dernières années, l'économie numérique indienne s'est développée rapidement, grâce à l'interface de paiement unifiée (UPI), lancée il y a dix ans et qui est aujourd'hui le plus grand système de paiement en temps réel au monde. L'essor du «commerce instantané» qui en a résulté a généré une forte augmentation des revenus de géants mondiaux tels qu'Amazon et Walmart, dont les modèles commerciaux reposent sur une concurrence intense pour livrer des marchandises en moins de dix minutes, souvent au détriment des livreurs.

Malgré leurs revenus croissants, ces entreprises paient peu ou pas d'impôts en Inde en déclarant des pertes au lieu de bénéfices provenant de leurs activités locales. Leurs stratégies d'évasion fiscale ont été renforcées par

une décision rend en 2025 par la Haute Cour de Delhi, selon laquelle les paiements versés à des fournisseurs de services cloud étrangers ne sont pas considérés comme des redevances ou des frais pour des services techniques au sens de la législation fiscale indienne ou de l'accord entre l'Inde et les États-Unis visant à éviter la double imposition (DTAA).

En réponse, les autorités fiscales ont renforcé les règles de retenue à la source en vertu de la loi sur l'impôt sur le revenu, introduit des taxes sur les services numériques et ajusté le cadre de la taxe sur les biens et services afin de couvrir les transactions numériques transfrontalières. Ces efforts ont toutefois été compromis par le dernier budget du gouvernement, annoncé le 1<sup>er</sup> février, qui accorde de généreuses incitations fiscales à long terme aux fournisseurs mondiaux de services cloud – notamment un congé fiscal de 20 ans pour les centres de données – et offre une plus grande «certitude en matière de prix de transfert» aux entreprises technologiques.

Dans ce contexte, le différend entre les autorités fiscales indiennes et Tiger Global, l'un des fonds spéculatifs les plus agressifs au monde, illustre la manière dont les multinationales utilisent des structures juridiques complexes pour minimiser leurs obligations fiscales. Entre 2011 et 2015, Tiger Global a acquis des parts dans la société holding singapourienne Flipkart, qui détenait des participations dans plusieurs entreprises indiennes. Ces investissements ont été réalisés par l'intermédiaire de trois entités basées à Maurice, qui étaient elles-mêmes détenues par des fonds de capital-investissement des îles Caimans gérés par Tiger Global.

Lorsque Tiger Global a vendu ces actions à Walmart en 2018, il a demandé à bénéficier d'une exonération de l'impôt sur les plus-values en vertu de la convention fiscale entre l'Inde et Maurice. Les autorités fiscales indiennes ont contesté cette demande et, après une bataille juridique qui a duré plusieurs années et donné lieu à de multiples décisions rendues par des tribunaux inférieurs, elles ont finalement obtenu gain de cause.

La convention fiscale initiale de 1982 entre l'Inde et

Maurice a longtemps été exploitée par des sociétés étrangères pratiquant ce que l'on appelle le «treaty shopping» (chasse aux conventions fiscales). Pendant plus de deux décennies, plus de 171 milliards de dollars d'investissements étrangers ont afflué en Inde via Maurice, principalement pour des raisons fiscales. Cela a conduit à une renégociation de l'accord en 2016, qui a accordé aux autorités le droit d'imposer les actions acquises après avril 2017. Depuis lors, Singapour a largement remplacé Maurice comme passerelle financière privilégiée vers le marché indien.

En appliquant ce cadre révisé, la Cour suprême a estimé que les entités mauriciennes utilisées par Tiger Global n'étaient que de simples intermédiaires, sans véritable objectif commercial autre que celui d'extraire de la valeur de l'Inde et de transférer les bénéfices vers des juridictions à faible imposition. La Cour a rejeté l'argument selon lequel le simple fait de détenir un certificat de résidence fiscale mauricienne donnait droit à l'entreprise à des exonérations fiscales. Elle a au contraire déclaré que la transaction constituait «un montage fiscal illicite» et affirmé que «l'imposition des revenus provenant de son propre territoire est un droit souverain inhérent à un pays».

La décision de la Cour, qui pourrait coûter à Tiger Global 1,5 milliard de dollars en impôts, pénalités comprises, envoie un message fort : les entreprises qui exercent réellement des activités en Inde n'ont rien à craindre, mais celles qui acheminent des investissements dans le seul but d'échapper à l'impôt devront faire face à de lourdes conséquences financières et à une atteinte à leur réputation.

La question est maintenant de savoir si le gouvernement Modi maintiendra cette décision raisonnable ou si l'la compromettra par de nouvelles concessions fiscales. Les récents accords commerciaux conclus par l'Inde avec l'Union européenne et les États-Unis ne donnent guère lieu à l'optimisme. Si le contenu complet des accords reste secret, ce qui a été révélé est préoccupant. Par exemple, selon certaines informations, le traité commercial entre l'UE et l'Inde comprend des «rè-

gles commerciales numériques modernes destinées à faciliter les affaires», ainsi que d'autres mesures fiscales qui pourraient être dissimulées dans les petits caractères. Il y a ensuite le facteur Donald Trump. Au début de l'année, l'administration Trump a fait pression sur les membres du Cadre inclusif de l'OCDE/G20 pour qu'ils exemptent les multinationales basées aux États-Unis de l'impôt minimum mondial. L'accord commercial entre les États-Unis et l'Indonésie est allé encore plus loin, obligeant le gouvernement indonésien à abandonner les droits de douane prévus sur les flux transfrontaliers de données et à soutenir le renouvellement du moratoire de l'Organisation mondiale du commerce sur les droits de douane applicables au commerce électronique. Plus généralement, l'idée selon laquelle les pays en développement doivent tolérer l'évasion fiscale pour attirer les investissements ne résiste pas à un examen approfondi. Les décisions d'investissement sont principalement motivées par la taille du marché, les perspectives de croissance, la qualité des infrastructures et les compétences de la main-d'œuvre, et non par l'existence de niches fiscales. Le vaste marché de consommation, la main-d'œuvre qualifiée et les infrastructures numériques avancées de l'Inde en feraient une destination attrayante pour les entreprises étrangères, même sans la planification fiscale basée sur des sociétés écrans.

Tiger Global en est un bon exemple. L'écosystème numérique indien a été construit par des institutions indiennes, financé par les contribuables indiens et soutenu par les consommateurs indiens. Lorsque Tiger Global a réalisé 1,6 milliard de dollars de bénéfices en vendant sa participation dans Flipkart, elle a monétisé les infrastructures publiques et les effets de réseau créés par la transformation numérique de l'Inde. Aucune faille dans les traités ne devrait permettre aux investisseurs étrangers de tirer profit des infrastructures indiennes sans contribuer à l'assiette fiscale qui les soutient. La Cour suprême a confirmé ce principe. Il appartient désormais au gouvernement indien de le renforcer en affirmant sa souveraineté fiscale plutôt que de le diluer par des accords commerciaux opaques et abusifs.

## Le mirage à 1,25 billion de dollars d'Elon Musk



PAR YANIS VAROUFAKIS

**Ancien ministre des Finances de Grèce, est le leader du parti MeRA25 et professeur d'économie à l'université d'Athènes.**

Comme toutes les escroqueries à grande échelle, celle-ci s'accompagne d'un voile pseudo-scientifique : la foi touchante que le cours de l'action d'une entreprise est le meilleur indicateur de sa valeur sous-jacente, un prédictible rationnel de sa richesse, de sa santé et de sa rentabilité futures. Le fait que le calcul créatif derrière l'évaluation de 1 250 milliards de dollars de SpaceX-xAI n'ait pas été remis en question peut s'expliquer en deux mots : irrationalité motivée.

Il n'y a guère de doute quant à la motivation, étant donné les millions que peuvent gagner les nombreux financiers qui s'y associent. Quant à l'irrationalité de cette valorisation, elle devient évidente lorsqu'on examine de plus près les similitudes avec les calculs frauduleux qui ont autrefois propulsé les fusions AOL-Time Warner et Daimler-Chrysler. Mais il convient tout d'abord de souligner un point plus général : le plus souvent, les cours des actions sont manipulés. C'est pourquoi ils constituent un piètre indicateur de rentabilité, même en moyenne, et pourquoi ils sont devenus le principal instrument de transfert de richesse vers le haut, tout en dissimulant la pourriture systémique sous le miroir des miracles du marché. La fusion SpaceX-xAI en dit long sur cette triste histoire. La pratique des rachats d'actions en dit long sur le reste.

Commençons par la logique qui sous-tend la fusion spectaculaire de Musk, qui fait écho à ses précurseurs de la fin des années 1990 et du début des années 2000. Pour comprendre comment fonctionne cette fraude à peine déguisée, prenons l'exemple de deux fabricants de gadgets : Goodwidge, une entreprise ancienne et ennuyeuse, avec un solide historique, et Alwidge, une start-up branchée. Goodwidge, une entreprise vieille de 30 ans avec un bénéfice annuel (E) de 5 milliards de dollars et un taux de croissance annuel de 10 %, a une capitalisation (K) de 50 milliards de dollars, ce qui implique un ratio capitalisation/bénéfice (K/E) prudent de 10:1. Alwidge, en revanche, existe depuis environ un an, période durant laquelle elle a

**ATHÈNES** – La récente fusion entre SpaceX et xAI, un spectacle financier accueilli par les cris de joie habituels, est un régal pour les yeux. Plus précisément, c'est un spectacle pour les yeux encore endoloris par ce qu'ils ont vu il y a environ 25 ans, lorsque la perfection de Wall Street dans l'art obscur des fusions d'entreprises a propulsé les fausses évaluations dans la stratosphère, avant qu'elles ne retombent brutalement sur Terre. Alors qu'Elon Musk encaisse ses gains, nous restons les yeux rivés sur un défaut permanent du capitalisme moderne : un marché toujours prêt à acheter ses propres illusions.



réalisé un bénéfice de 2 milliards de dollars. Pourtant, sur la base de projections optimistes quant à sa capacité à tirer parti d'un avenir dominé par l'IA, sa capitalisation s'élève à 100 milliards de dollars, ce qui donne un ratio K/E vertigineux de 50:1.

Une personne rationnelle pourrait considérer Goodwidge comme le choix le plus sûr. Mais Wall Street voit les choses différemment. Une évaluation raisonnable de l'entité fusionnée consisterait simplement à additionner les deux capitalisations : 50 milliards de dollars + 100 milliards de dollars = 150 milliards de dollars. Trop timide ! Pour Wall Street, le nom du jeu est la multiplication, pas la simple addition. Ils additionnent donc les bénéfices des deux sociétés (5 milliards + 2 milliards = 7 milliards) et multiplient ensuite le total par le ratio K/E le plus élevé, celui de la société Alwidge, qui est exagéré. La capitalisation de la nouvelle société grimpe alors de 200 milliards de dollars pour atteindre 350 milliards (50:1 x 7 milliards). La société fusionnée, visitée par la fée des finances, surfe sur la vague médiatique qui a catapulté la valeur boursière d'Alwidge juste avant la fusion.

La raison pour laquelle les financiers de Wall Street orchestrent cela est évidente : leurs honoraires et commissions proviennent du chiffre final fallacieux. Mais pourquoi les investisseurs ferment-ils les yeux ? La raison est toujours la même : ce qui importe, ce n'est pas qu'ils croient à ces calculs fallacieux, mais qu'ils croient qu'un nombre suffisant d'investisseurs croient qu'un nombre suffisant d'investisseurs fermeront les yeux sur ces calculs spécieux. Le fait que ces fusions finissent par échouer (le sort de Time Warner et Chrysler) ne prouve pas que le marché «ait raison en moyenne». Cela prouve que les prix peuvent être erronés pendant très longtemps, jusqu'à ce que la musique s'arrête et que beaucoup de gens perdent beaucoup d'argent – avant que la manipulation ne recommence.

Et puis il y a les rachats d'actions qui soutiennent les prix manipulés entre les périodes d'expansion et de récession. Légalisés en 1982, après avoir été judicieusement interdits par les partisans du New Deal du président américain Franklin Roosevelt en 1934, les rachats sont présentés sous le langage anodin de « restitution de valeur aux actionnaires ». L'argument officiel, selon lequel ils sont

similaires aux dividendes, est une fraude intellectuelle. Oui, les deux enrichissent les actionnaires, mais la similitude s'arrête là.

Imaginez une entreprise comme une pizza à huit parts. Un dividende est une part supplémentaire de pizza pour chaque détenteur d'une part ; vous obtenez un avantage tangible, mais votre participation (votre part) reste la même. Vous payez également immédiatement des impôts sur cette nouvelle part. Un rachat, en revanche, équivaut à l'achat et à la destruction par l'entreprise de deux des huit parts, de sorte que vous ne possédez plus qu'un sixième de la pizza. Vous n'avez pas à payer d'impôts tant que vous ne vendez pas, mais vous pouvez bénéficier du type de fusion frauduleuse évoqué plus haut, basée sur des valorisations artificiellement gonflées.

C'est là la différence cruciale. Une augmentation des dividendes témoigne de la confiance de la direction dans les bénéfices futurs issus d'une croissance réelle, et s'accompagne d'une contrainte rationnelle : si les dividendes sont trop élevés, les investisseurs peuvent craindre que l'entreprise ne compromette son avenir, et le cours de l'action peut chuter. Un rachat n'indique rien de tel. Il s'agit d'une astuce d'ingénierie financière visant à gonfler le cours de l'action. Il pille les réserves de trésorerie de l'entreprise non pas pour construire, mais pour créer une illusion de valeur composée et diffusée sur le plan fiscal.

Les partisans du New Deal ont interdit les rachats d'actions, car ils ont su reconnaître un outil de manipulation et de pillage lorsqu'ils l'ont vu. C'est pourquoi la kleptocratie qui s'est développée dans le sillage de Margaret Thatcher et Ronald Reagan a fait pression pour autoriser cette pratique. Entre l'alchimie des méga-fusions, la hausse des prix due aux rachats et l'océan d'argent bon marché des banques centrales qui a lubrifié le tout après la crise financière de 2008, l'idée que le cours des actions reflète leur valeur réelle est devenue une supercherie dont sont victimes tous ceux qui ne croient pas aux mirages tels que le fantasme de Musk à 1 250 milliards de dollars.



## Bordj Bou Arreridj Cinq nouvelles unités de production opérationnelles

Le secteur industriel s'est renforcé, dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, par la mise en service de cinq (5) nouvelles unités de production, parallèlement à l'enregistrement de 50 nouveaux projets d'investissement dans le cadre de la plateforme numérique de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), a-t-on appris, samedi, auprès de la wilaya.

La même source a précisé que les nouvelles unités de production opèrent dans les domaines de la fabrication d'appareils de chauffage, de batteries de véhicules, de pièces de rechange automobile, de châssis et de remorques, ainsi que dans la production de meubles et d'éléments de décorations modernes, permettant la création de 345 postes de travail.

Les services de la wilaya ont également souligné qu'il est prévu que 17 projets d'investissement supplémentaires entrent en phase de production au cours de l'année en cours (2026) avec, à la clé, la création d'environ 1.400 postes d'emploi.

S'agissant du suivi des projets d'investissement via la plateforme numérique de l'AAPI, la wilaya de Bordj Bou Arreridj a bénéficié de 20 projets d'investissement dans les zones industrielles "Aouchiche-Abdelmadjid", à El Hammadia et de "Belaid-Abdeslam" à Ras El Oued, dont certaines sont en phase de réalisation. Des projets qui devraient générer, une fois opérationnels, plus de 3.600 postes de travail, a-t-on affirmé de même source.



Dans le cadre de la relance des projets d'investissement et des travaux de la commission de wilaya chargée du suivi et de l'assainissement du foncier industriel, 47 dossiers de différentes activités, relatifs, notamment, à des changements d'activité et/ou de raison sociale, ont été étudiés, selon les services de la wilaya.

L'opération a abouti à la délivrance de 42 actes de concession, de 24 décisions de création et de 21 permis de construire, selon la même source, qui a néanmoins fait savoir que certains projets ont accusé du retard du fait de leurs promoteurs, ce qui a nécessité de "con-

firmer la possibilité de mettre en œuvre les mesures coercitives prévues par la loi en cas de prolongement du retard".

La lecture des chiffres publiés par l'AAPI fait ressortir que la wilaya a attiré 30 projets d'investissement supplémentaires, portant leur nombre total à 50, et ce, dans le cadre de la plateforme numérique destinée aux investisseurs.

Les nouveaux bénéficiaires seront invités à une séance de travail au cours de laquelle une feuille de route sera établie en vue de la concrétisation des projets sur le terrain, selon les services de la wilaya.

## Annaba Plus de 20 milliards de dinars pour des projets

Une enveloppe totale de 20,129 milliards de dinars a été allouée, au titre de l'exercice 2026, à la wilaya d'Annaba pour soutenir les opérations de développement local, a indiqué le directeur de la programmation et du suivi budgétaire (DPSB), Saïd Kheroub.

Le même responsable a précisé lors d'un exposé technique exhaustif présenté lors d'une séance de travail présidée par le wali, Abdelkrim Lamouri,

au siège de la wilaya, que ces crédits financeront de nombreuses opérations de développement destinées à stimuler le développement local, moderniser les infrastructures et améliorer la qualité des services publics.

Selon M. Kheroub, cette enveloppe de plus de 20 milliards de dinars, répartie sur 85 opérations, est puisée essentiellement (à hauteur de 15,829 millions de DA) des programmes sectoriels décentralisés (PSD).

## Biskra Ouverture d'un nouveau marché de proximité

Un nouveau marché de proximité a été mis en service jeudi, dans la ville de Biskra sous la supervision du chef de l'exécutif local, Lakhdar Seddas, destiné à améliorer la pratique commerciale et d'organiser les marchés locaux.

La réalisation de cette nouvelle infrastructure, qui s'étend sur une superficie de plus de 4.000 mètres carrés, vise à éradiquer le commerce informel et à organiser l'activité commerciale conformément aux dispositions légales, dans des espaces modernes, décents et propres, selon les explications fournies par

le vice-président de l'Assemblée populaire communale (APC) de la même collectivité locale, Abdelkader Harzli.

Ce nouveau marché comprend des galeries abritant 120 locaux commerciaux destinés à l'exposition et à la vente de différents types de fruits et légumes ainsi que de viandes, en plus de 10 chambres froides, de plusieurs sanitaires et d'une administration.

Il a également été doté d'un éclairage intérieur et extérieur facilitant l'activité commerciale, selon la même source.

Le même élu a souligné qu'en plus

de la réouverture récente du marché central, après des travaux de réhabilitation, les dernières retouches sont en cours pour l'achèvement d'un autre marché dans la partie ouest du chef-lieu de wilaya, dont la réception est prévue dans les prochains jours.

Par ailleurs, dans le cadre des efforts visant à éliminer le phénomène du commerce informel, une étude a été élaborée pour la réalisation d'un nouveau marché au lieu-dit "Route du Sahara", au chef-lieu de wilaya, a ajouté la même source.

## El-Meghaïer Un centre de stockage de céréales bientôt livré

Un nouveau centre de proximité de stockage de céréales d'une capacité de 50.000 quintaux (qx) sera prochainement réceptionné dans la commune de Djamâa, a-t-on appris des services de la wilaya.

Lors d'une récente visite de terrain, le wali Laredj Nehila, a donné des instructions pour accélérer le rythme des travaux restants afin de réceptionner cette nouvelle installation, réalisée à

98%, dans les plus brefs délais. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un programme portant sur la réalisation de quatre centres similaires à travers la wilaya, dont trois ont déjà été réceptionnés dans les communes d'Oum-Tyour, Stil et El-Meghaïer, a-t-on indiqué.

Occupant une superficie de 25.000 m<sup>2</sup>, dont 7.800 m<sup>2</sup> bâtie, cette infrastructure est composée notamment d'un espace de stockage, d'une unité de con-

trôle de poids, d'un bloc administratif, un transformateur électrique et d'une bache à eau d'une capacité de 150 m<sup>3</sup>, selon la fiche technique du projet. Le wali a, à cette occasion, souligné que tels projets qui s'inscrivent dans les efforts de l'Etat visant à assurer la sécurité alimentaire, permettront de rapprocher les infrastructures de stockage de céréales des producteurs locaux et d'atténuer le déplacement vers d'autres wilayas.

## Djelfa Des services hospitaliers réhabilités remis en service

Des services hospitaliers ont été remis en service dans la wilaya de Djelfa, après avoir bénéficié de travaux de réhabilitation visant à améliorer les conditions d'accueil des patients et la qualité des soins, selon les services de la wilaya.

La même source a précisé que le service des urgences pédiatriques de l'Etablissement public hospitalier (EPH) Mehadi-Abdelkader a été rouvert après l'achèvement des travaux d'aménagement, ce qui permettra d'alléger la pression sur le service des urgences et d'assurer une prise en charge optimale des enfants.

Le service de pédiatrie du même établissement de santé a également bénéficié de travaux de rénovation et rouvert ses portes. D'une capacité d'accueil de 32 lits, ce service prend en charge des nourrissons à partir d'un mois et des enfants

jusqu'à l'âge de 15 ans, a expliqué la source.

Le service de dialyse de cet hôpital a aussi été rouvert et équipé de nouveaux appareils, ce qui permettra de prendre en charge les patients souffrant d'insuffisance rénale, y compris ceux provenant d'autres wilayas. Dans le même ordre d'idées, le centre de lutte contre le cancer Colonel-Ahmed-Ben Cherif devrait bientôt être équipé de nouveaux appareils médicaux, ce qui permettra d'améliorer la qualité des soins et d'éviter aux patients de se rendre dans les wilayas voisines pour se faire soigner, a ajouté la même source.

A noter que la wilaya de Djelfa a bénéficié de plusieurs nouveaux projets visant à renforcer le système de santé, dont le plus important est la construction en cours d'un hôpital de 120 lits à Hassi Bahbah.

## Médéa Une vitrine pour les produits de l'artisanat local

Un projet d'aménagement d'un espace pour la promotion de l'artisanat local au sein du Musée public des Arts et des Traditions populaires de Médéa est en "phase de maturation", selon la direction de la Culture et des Arts.

Cet espace est appelé à servir de vitrine aux produits de l'artisanat local qui dispose d'un fort potentiel, a expliqué la directrice de la Culture et des Arts, Salima Gaoua.

Il aura pour vocation la promotion et la commercialisation d'une gamme variée de produits issus de l'artisanat local, permettant de transcender certains écueils rencontrés par les artisans pour faire connaître et vendre leurs produits, a-t-elle ajouté.

La Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM), et le Musée public des Arts et des Traditions populaires seront mis à contribution pour la concrétisation de ce projet, a fait savoir Mme Gaoua.

Plusieurs rencontres ont eu lieu avec ces organismes afin de finaliser le projet et passer à la phase de la réalisation, a-t-elle fait savoir, précisant que le secteur compte participer, à travers cette initiative, à insuffler une nouvelle dynamique au secteur de l'artisanat et des métiers.

L'avènement de ce projet devrait renforcer le réseau local de promotion et de commercialisation de l'artisanat dans la wilaya qui dispose actuellement de trois espaces dédiés à cette activité.

Le premier est situé à El-Hamдания, aux abords de l'ancienne route nationale (RN) 1, reliant le Nord du pays aux localités du Sud, le second espace est aménagé dans l'enceinte de la Chambre de l'artisanat et des métiers, à Médéa, tandis que le troisième espace est localisé à Ksar el-Boukhari, qui abrite des artisans issus des communes du sud de la wilaya.

### Horaires des prières pour Alger et ses environs

27 chaâbane 1447

El Fedjr 06h11	Dohr 13h02	Assar 16h03	Maghreb 18h31	Icha 19h50
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------

### Horaires des prières pour Constantine et ses environs

El Fedjr 05h57	Dohr 12h48	Assar 15h50	Maghreb 18h18	Icha 19h37
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



## Match de gala entre la sélection de la RASD et les anciens internationaux algériens Un geste pour l'autodétermination sahraouie



M. Zeggai

Une journée mémorable sur la pelouse du stade de Baraki pour le combat sahraoui. Les drapeaux de l'Algérie et du Sahara occidental ont été fièrement hissés par les spectateurs transformant un match de football en un moment de mémoire, de revendication et d'unité entre peuples partageant une histoire de lutte et de liberté. Depuis la pelouse d'un stade, baptisé au nom d'un leader politique emblématique, Nelson Mandela, les chants des hommes libres ont résonné avec force dans le pays des révolutionnaires.

Dans une journée qui restera gravée dans les annales du combat sahraoui, cet événement sportif a pris une dimension profondément symbolique et solidaire. Une scène qui a incarné un message fort de solidarité et de recon-

naissance envers la lutte sahraouie. Une scène qui a, non seulement suscité admiration et ovations, mais a renforcé la portée internationale du message sahraoui dans un cadre pacifique et sportif. Dans ce même contexte, l'histoire retiendra que c'est à Alger que la première Fédération de football de la République arabe sahraouie démocratique est née sur la terre des révolutionnaires.

Le message de solidarité sahraoui a résonné. Pour marquer cet événement historique, un match de gala a été organisé entre la sélection du Sahara occidental à celle composée d'anciens internationaux algériens, dans le cadre de cette louable initiative sportive et humanitaire, visant à mettre en avant l'attachement du peuple sahraoui à son identité et à son droit à l'autodétermination. Le match a été rehaussé par la

présence de plusieurs personnalités, dont l'ambassadeur de la RASD en Algérie, Khatri Adouh Khatri, le directeur central sahraoui des sports, Sidi Ahmed Al-Tahlil, le président de la Fédération de football de la RASD, Ahmed Baba Yahia Bouhabini, et le président du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui, Saïd Ayachi, ainsi que plusieurs autres invités. Même dans les tribunes, le peuple algérien a bravé les conditions climatiques difficiles pour répondre à l'appel pour exprimer leur soutien à la juste cause du peuple sahraoui. Le match s'est soldé sur un score vierge après que Berguiga ait raté un pénalty (51'). Au-delà du résultat, ce match de gala a été organisé en l'honneur de l'Etat sahraoui, qui le 27 février courant célébrera le 50<sup>e</sup> anniversaire de la proclamation de la RASD.

### CAF

## La CAN-2027 maintenue au Kenya, en Tanzanie, et en Ouganda

La Confédération africaine de football a confirmé avant hier le maintien de la CAN-2027 en Afrique de l'Est, qui sera organisée conjointement par le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie, mettant fin aux rumeurs de report ou de retrait de l'organisation. Au sortir de la réunion du comité exécutif tenue à Dar Es-Salaam, le président de la CAF, Patrice Motsepe, a assuré que la compétition se déroulerait comme prévu dans les trois pays hôtes.

Le patron de la CAF a insisté sur la nécessité d'une solidarité continentale face aux défis logistiques et infrastructurels. « Nous comprenons qu'il puisse y avoir plusieurs défis, mais il est important que nous nous fassions confiance et que nous nous soutenions mutuellement en tant qu'Africains, car c'est possible », a-t-il déclaré. Selon le président de la CAF, la compétition devrait se tenir en juin-juillet 2027, rompant avec le calendrier hivernal adopté lors des trois dernières éditions afin de s'adapter aux saisons européennes. En revanche, aucune annonce officielle n'a été faite concernant la CAN 2028. Par ailleurs, le président de l'instance continen-

### Le secrétaire général Véron Mosengo-Omba sur la sellette

Dans la tourmente, le secrétaire général de la CAF, Véron Mosengo-Omba, est sur la sellette. Dans ce contexte, deux favoris se dégagent pour sa succession.

Sale temps pour Véron Mosengo-Omba. Plus que jamais contesté, le tout-puissant secrétaire général de la CAF se retrouve sur un siège éjectable. Bien qu'absent pour des raisons familiales, lors de la réunion du comité exécutif à Dar es Salaam, en Tanzanie, plusieurs membres auraient exigé son renvoi ou sa démission, selon les dernières informations. Dans les faits, le mandat de l'influent Suisso-Congolais de 54 ans a expiré depuis octobre 2025. De plus, il a régulièrement été au centre de la polémique ces dernières années. Même s'il a été relaxé

par la justice helvète suite à des soupçons de blanchiment, ou qu'il échappe toujours à une suspension à titre provisoire requise par la commission d'audit et de conformité de la CAF. Le président de la CAF, Patrice Motsepe, l'a cependant défendu bec et ongles, révèle la même source. De passage en conférence de presse, le président de la CAF s'est montré évasif quant à son renvoi. Le tout avec un discours formaté, et des éléments de langage bien rodés dont il a le secret. La retraite est régie par nos règles et règlements. Nous traitons ces questions non seulement en fonction de la légalité, mais aussi de notre gouvernance. Nous prendrons la meilleure décision possible, en tant que CAF, concernant nos employés. Mais cela n'empêche pas d'anticiper son éventuel départ. Toujours selon les mêmes informations, une tendance se dessine pour l'après Mosengo-Omba.

Deux noms se dégagent plus précisément. Celui du Nigérien Samson Adamu, actuellement en charge des compétitions de la CAF et favori des membres de la CAF, et Gilson Fernandez d'autre part, plébiscité par la FIFA. Affaire à suivre...

## Ligue des Champions: Aujourd'hui à 17h00: Young Africans-JSK Sur le fil de l'honneur, les «Canaris» prêts à relever le défi

M. Zeggai

Le deuxième représentant algérien en Ligue des Champions d'Afrique, à savoir la JS Kabylie, sera mis à rude épreuve en déplacement chez les Tanzaniens des Young Africans. Les Canaris qui ont complètement raté leur parcours dans ces joutes continentales en concédant trois nuls en autant de matches disputés au stade Hocine Aït Ahmed. Pour cette dernière confrontation en phase de poules, les 'Jaune et Vert' sont investis d'une lourde responsabilité, celle de rem-

porter leur première victoire et quitter cette prestigieuse compétition avec les honneurs.

Ce ne sera pas facile dans la mesure où les Tanzaniens conservent de leur côté leurs chances de qualification en misant sur une nette victoire sur la JSK et espèrent une défaite du deuxième, l'ASFAR, face au leader du groupe, Al Ahly du Caire, d'ores et déjà qualifié.

Ainsi donc, au-delà du simple résultat, ce match sera révélateur de la capacité des nôtres à gérer la pression au moment où leur public espère voir les Canaris se transcender et

offrir une prestation digne du prestige de la compétition. En somme, cette rencontre constitue une belle opportunité pour nos représentants de se racheter: une victoire pourrait redorer le blason terni de leur campagne, tandis qu'un résultat défavorable ne ferait qu'amplifier les regrets d'un parcours jusque-là frustrant. Le défi est immense, mais l'opportunité de marquer l'histoire l'est autant. A Zanzibar, les protégés de l'entraîneur allemand, Josef Zinnbauer, parviendront-ils à atteindre leur objectif du jour ? Réponse après le match.

## Coupe de la CAF: Aujourd'hui à 17h00: CR Belouizdad-Otôho d'Oyo Le Chabab veut finir en beauté



M. Zeggai

Révigoré par une qualification en quarts de finale de la CAF obtenue avant terme, le CR Belouizdad sera face à un nouveau défi, celui d'offrir une dernière victoire à son public cet après-midi au stade Nelson Mandela lors de la sixième journée de la phase de poules face à la formation du RD Congo, Otôho d'Oyo.

Le Chabab, qui reste sur une belle victoire acquise à Zanzibar, devant les Tanzaniens de Singia Black Stars, semble bien armé pour terminer à la première place de ce groupe C. La dynamique est palpable chez le groupe avec l'ambition de marquer cette dernière empoi-

gnade d'une victoire claire. Cependant, si la qualification est déjà assurée, le climat autour de l'équipe reste tendu.

Les supporters du CRB n'ont pas l'intention de relâcher la pression sur l'entraîneur Saed Ramovic qui a été la cible de critiques virulentes et d'insultes lors du dernier match en Tanzanie et ce, malgré la victoire. La direction redoute que l'atmosphère ne se reproduise. Pour les joueurs et le staff technique des 'Rouge et Blanc', il faudra donc gérer la ferveur et l'exigence du public qui attend une démonstration de maîtrise et un dernier hommage à leur équipe.

En recevant son poursuivant direct, les Congolais de l'AS Otôho (9 pts), le

CRB a une belle carte à jouer dans une rencontre directe pour la première place, synonyme de statut de tête de série lors du tirage au sort des quarts de finale. Le Chabab, auteur de trois victoires consécutives, a réussi à conforter son fauteuil de leader et validé son billet pour les quarts de finale de cette compétition continentale. Toutefois, la première place reste en jeu pour les Belouizdadiens face à une formation congolaise qui avait infligé au CRB sa seule défaite, dans cette phase. Le CRB devra donc aborder ce match avec détermination et éviter tout relâchement pour conserver son avance et prendre sa revanche sur son adversaire du jour.

## Ligue 1 (19<sup>e</sup> Journée) L'ASO Chlef relance le suspense, l'ESS dans le rouge

M.Z.

Après les résultats de la première partie de la 19<sup>e</sup> Journée, la situation s'est sérieusement compliquée pour l'Entente de Sétif qui pourrait se retrouver en position de troisième relégable après sa défaite à Constantine face au CSC. Le remplaçant Lghoul aura été le bourreau de l'ESS après avoir réussi un doublé en l'espace de six minutes, ce qui a permis à son équipe de conforter sa place de dauphin, en revenant

provisoirement à quatre points du leader, le MC Alger. En face, la situation est désormais jugée intenable et la menace d'une relégation de l'Entente plane que jamais après avoir enchaîné un troisième match sans victoire. Les Sétifiens devront impérativement se relever pour éviter de se retrouver dans le rouge, à commencer par le prochain match à domicile face au MB Rouissat. Chez les malclassés, l'ASO Chlef a fait un joli bond au classement à la faveur de son succès à

El Bayadh. Un but dans le temps additionnel de Farhi a suffi au bonheur des Chélifiens qui se hissent à la 12<sup>e</sup> position, alors que le MCEB, qui a vu sa belle série de quatre matches sans défaite prendre fin. A la suite de ce revers, le MCEB reste scotché à la 16<sup>e</sup> et dernière place. En glanant trois précieux points qui vaudront leur pesant d'or lors du décompte final, l'ASO relance ses espoirs de maintien et envoie un signal fort dans la lutte pour la survie parmi l'élite.



République Algérienne Démocratique Populaire

Wilaya : Relizane  
Daira : Sidi M'hamed Benali  
Commune : MediounaAvis de mise en vente aux enchères publiques  
pour la location du marché quotidien

Le président de L'Assemblée Populaire Communale de Mediouna informe L'ensemble des Intéressés de L'organisation d'une vente aux enchères publiques pour la location du marché quotidien ; situé sur le territoire de la commune de Mediouna ,et ce pour une durée de trios (03) années , à compter de la date de remise du marché après approbation du contrat par les services compétents de la wilaya de relizane (inspection des impôts et enregistrement) .

\* la mise à prix annuelle pour la location du marché quotidien est fixée à : 2.050.000,00 DA .

\* le dossier de participation à la vente aux enchères doit contenir les pièces suivantes:

1.Demande de participation à la vente aux enchères pour la location du marché quotidien , revêtue d'un timbre fiscal de 40 DA.

2.Copie de l'attestation de situation fiscale en cours de validité.

3.Extrait du rôle fiscal délivré par l'administration des impôts.

4. Copie du journal des annonces légales n° 03, ne dépassant pas trios (03) mois , relatif à la participation aux enchères et à la garantie.

5.Copie de la carte nationale d'identité .

6.Attestation bancaire délivrée par la banque du soumissionnaire justifiant de sa capacité financière.

7.Reçu de versement de la caution de 20% , estimée à 410.000,00 DA , du montant de la mise à prix annuelle .

8.Copie de registre de commerce (code 611019) relative à la gestion et l'exploitation des marchés hebdomadaires.

9.Cahier des charges dûment signé par le soumissionnaire , avec la mention (lu et approuvé sur toutes les pages).

10.Numéro d'identification fiscale et numéro d'identification statistique pour l'année 2024/2025 – formulaire C20.

11.Extrait du casier judiciaire n° 03 en cours de validité .

12.Attestation de non-redevance et de paiement des dettes , délivrée par la commune de résidence , datant de moins de deux (02) mois .

13.Engagement écrit du soumissionnaire à assurer l'organisation , la propreté et la sécurité des lieux , ainsi que la mise à disposition des moyens humains et matériels nécessaires.

14. Engagement délivré par un garant solvable attestant de la capacité de paiement .

\* la date limite de dépôt des dossiers est fixée à quinze (15) jours à compter de la première publication de l'avis. les dossiers doivent être déposés au siège de la commune de Mediouna au service des affaires économiques au plus à 12h00 , aucun dossier déposé hors délai ne sera accepté.

\* la vente auxenchères aura lieu le lendemain du dernier jour de dépôt des dossiers,sauf si ce jour coïncide avec un jour férié ou chômé ,auquel cas elle sera reportée au premier jour ouvrable suivant .

\* Les intéressés sont invités à retirer le cahier des charges depuis la page officielle de la Commune de Medioun via le lien électronique.

\* L'opération se déroulera au siège de la Commune de Mediouna ,par voie d'enchères publiques ,à 13h00.

## Remarques importantes:

- Toute offre inférieure à la mise à prix sera rejetée.

- En cas de participation d'une société ou d'un établissement ,le dossier doit être au nom de la société ,dûment signé et cacheté.

- Présenter les documents originaux lors de l'ouverture du dossier.

- Tout dossier incomplet ou non conforme sera automatiquement rejeté.

- La caution de 20% ne doit aucun cas être inférieure au montant fixé .

Le président de l'Assemblée Populaire Communale

ANEP N° 2631002586 Le Quotidien d'Oran 15/02/2026

Don de sang Algérie  
Donner son sang, c'est sauver une vieالتبرع بالدم الجزائر  
أنقذ حياة بقطرة دم

## HUISSIERS DE JUSTICE

## محضرين قضائيين

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail [canalsurpub@yahoo.fr](mailto:canalsurpub@yahoo.fr) T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing &amp; Publicité

Conception-Rédaction &amp; Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse

Société Industrielle Privée - Sise à SIDI BEL-ABBES

## Recrute dans l'immédiat

## Responsable de Laboratoire :

## Profil recherché :

- 1)- Licences ou plus en Génie des Polymères, Chimie ou ingénieur mécanique.
- 2)- Expérience confirmée dans un poste similaire, notamment dans le domaine de plasturgie.
- 3)- Dynamique, autonome, ayant le sens de la communication
- 4)- Libre de tout engagement.

Avantage : Salaire à débattre

Adressez : Lettre de motivation + CV à Zone Industrielle lot n°100 Sidi Bel-Abbès ou mail : [tplast\\_algerie@yahoo.fr](mailto:tplast_algerie@yahoo.fr)

## PENSÉE

Hadj Si  
Abdelkader  
ADDAD

Ta droiture, ta bonté et ta générosité étaient tes qualités suprêmes, en espérant que de là-haut tu es fier de tes enfants. Cette date du 14 février 2026... 49 ans après que Le Bon Dieu t'ait appelé, tu ne tomberas jamais dans l'abîme de l'oubli cher grand-père. Comme chaque année, je demande à tous ceux qui t'ont connu d'avoir une pieuse pensée pour ton âme.

Allah yerhmek Bassidi  
Ton fils Rachid

## DIVERS

■ Les nouvelles lignes téléphoniques de la Clinique d'Ophthalmologie «NOUR» Oran, 6 rue Soufi Zoubida Maraval Oran : 042.03.66.23 - 042.03.63.17- 042.03.62.86

## VILLAS

■ Urgent : Vds villa actée, 226 m², 2 faç , S/sol – Rdc + 1<sup>er</sup> , au C/V de TERGA, à 45 min d'Oran

et 5 min des plages. Prix 1,3MD nég – Possibilité en plusieurs fois - Tél : 0657.27.53.56 (what- sApp : 0033.62.08.46.445)

## APARTEMENT

■ Loue à Es-Senia, F3 avec garage, 85 m², situé au RDC d'une villa, près de la clinique Kara, entrée indépendante ; convient pour habitation ou bureaux de sté – Tél : 0699.89.42.73

Triporteurs électriques, vélo-taxis à Cuba  
Les alternatives  
face au manque  
de carburant

**La crise du carburant qui s'aggrave à Cuba n'a pas laissé d'autre choix à Eduardo Romano que de vendre sa vieille voiture à essence pour s'acheter un triporteur électrique et continuer à travailler comme chauffeur de taxi.**

« A cause du problème de l'essence et du diesel, j'ai été obligé de choisir cette alternative, chercher un triporteur », explique à l'AFP ce père de deux filles, tandis qu'il attend des clients près d'un square du quartier du Centro, l'un des plus peuplés de La Havane.

Cuba souffre d'une grave crise énergétique depuis l'arrêt des livraisons de pétrole par le Venezuela après l'enlèvement de Nicolas Maduro par les Etats-Unis, et les menaces de Washington d'imposer des droits de douane à tout pays qui en enverrait à l'île. Face à cette situation, le gouvernement a mis en place des mesures d'urgence pour économiser le carburant.

Le diesel n'est plus en vente et l'essence est rationnée. Les transports en commun ont également été drastiquement réduits, compliquant encore davantage les trajets quotidiens des Cubains, déjà difficiles ces dernières années en raison de la crise économique.

Au cours des derniers jours, le nombre de taxis privés à essence qui circulent dans la capitale a diminué et les prix ont explosé. Un trajet à 250 pesos (0,50 dollar) avant la crise coûte désormais 800 pesos (1,6 dollar), alors qu'un litre d'essence sur le marché informel s'échange dorénavant à 5 dollars.

« C'est une situation difficile pour les gens » qui doivent se déplacer, reconnaît le chauffeur qui propose des prix plus abordables avec son triporteur électrique.

Ces véhicules alternatifs, qui peuvent

transporter de six à huit passagers, se sont multipliés dans la capitale cubaine ces dernières années. « Désormais ces triporteurs sont les rois de la route », plaisante Eduardo Romano.

Mais s'il ne dépend plus du carburant, il doit néanmoins composer avec les fréquentes coupures de courant pour recharger son nouvel outil de travail. « Je vis dans une zone où ils coupent l'électricité » et « il faut faire avec », explique-t-il.

## «BOUCLER LES FINS DE MOIS»

« Certaines personnes ont dû quitter leur travail parce qu'elles n'arrivaient plus à boucler les fins de mois en raison du coût du transport », raconte Ignacio Charon, un réparateur de pneu de 48 ans qui travaille juste à côté d'un parking rempli de « bicy-taxis », des vélo-taxis pouvant transporter deux passagers, et qui abondent dans le centre de la capitale.

« Tous les taxis qui roulent au carburant vont finir par disparaître », prédit-il en réparant un pneu. « Les vélo-taxis et les triporteurs électriques, ce sont les moyens de transport qu'il va y avoir à Cuba », dit-il, précisant que, ces derniers jours, de nombreux clients ont aussi apporté leurs vélos à son atelier pour les remettre en état.

Orlando Palomino, 44 ans, propriétaire d'un vélo-taxi le confirme. « Il y a du travail du lundi au lundi ! », lance cet homme qui pédale jusqu'à 70 kilomètres quotidiennement pour amener des clients d'un quartier à l'autre.

Ces taxis-bicyclettes, de fabrication artisanale, se vendent actuellement jusqu'à 200.000 pesos (400 dollars).

La situation des transports est « désastreuse », confirme Roselia Lopez, une stomatologue de 54 ans qui attend à un arrêt de triporteurs électriques gérés par l'Etat, pour emmener sa mère à un rendez-vous médical.

« Nous offrons une alternative », se réjouit Ariel Estrada, 54 ans, chauffeur d'un de ces véhicules gérés par l'Etat qui viennent renforcer le transport public à La Havane, même s'il reconnaît que l'offre reste insuffisante face à la demande.



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
WILAYA DE TISSEMSILT  
DAIRA DE LAZHARIA  
COMMUNE DE BOUCAID  
NIF : 41000200003802801020

### AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de la Loi n° 23-12 du 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, le président de l'assemblée populaire communal de la commune de Boucaid informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales n° 05/2025 pour la réalisation des projets ADSEC 2026, suivants:

- 01 - Travaux d'aménagement Urbaine à la cité Nafil Abdelkader
- 02 - Stabilisation et protection des accès à la cité Ben Ali Chaker.
- 03 - Aménagement des accès à la cité Akal Meftah.
- 04 - Aménagement de la route menant aux stade communal et salle de sport

paru dans les Journaux "le Quotidien d'Oran" en langue Française en date du 08/01/2026, "El Chabeb" en langue Arabe en date du 11/01/2026, "Journaux électronique "Algerie Scoop" en langue Française en date du 11/01/2026, "El hirak El ekhbari" en langue Arabe en date du 08/01/2026 et le BOMOP, et suite à la l'évaluation des offres, les marchés ont été attribués provisoirement aux les entreprises ci-dessous indiquée.

Opération	Entreprise	Note offre technique	Montant en TTC	Délai	NIF Entreprise	Obs
Travaux d'aménagement Urbaine à la cité Nafil Abdelkader	GROUPEMENT MERABET MOHAMED	95	36.953.748.30	120 JOURS	185020104972122	L'offre la moins disante
Stabilisation et protection des accès à la cité Ben Ali Chaker	SARL FRERES AZAIEZ ETPH	86.66	30.769.830.00	04 MOIS	002502090783712	L'offre la moins disante
Aménagement des accès à la cité Akal Meftah	Euri KAANEB BOUMEDYEN	65	28.494.014.50	120 JOURS	002338070261199	L'offre la moins disante
Aménagement de la route menant aux stade communal et salle de sport	Infructueuse lorsque le financement des besoins ne peut être assure					

Les soumissionnaires sont invités au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication du présent avis dans le BOMOP ou la presse pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

Le délai de dépôt des recours est fixé à dix (10) jours à compter de la première publication du présent avis dans le BOMOP ou la presse.

Le Président de l'A.P.C.

ANEP N° 2631002244 Le Quotidien d'Oran 15/02/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
WILAYA D'EL BAYADH  
DAIRA DE BREZINA  
COMMUNE DE BREZINA  
NIS : 41800200003203501003

### AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALES N° 01 /2026

Le président de l'assemblée populaire De La Commune De Brezina lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacité minimale conformément en application des dispositions de loi 12-23 du 05/08/2023 qui détermine les règles générales liées aux marchés publics et de l'article n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public pour des travaux suivants :

- OBJET:** Réalisation Et Raccordement D'un Réservoir d'eau de 500 m3 à village Khechim pour alimenter en eau potable les deux villages FRAA et Khechim
- et Réalisation D'un Réservoir d'eau de 100 m3 à village d'Ain Almara
- Lot N°01 : Réalisation Et Raccordement D'un Réservoir d'eau de 500 m3 à village Khechim pour alimenter en eau potable les deux villages FRAA et Khechim
- Lot N°02 : et Réalisation D'un Réservoir d'eau de 100 m3 à village d'Ain Almara

**Condition d'Eligibilité:**

Pour que les offres soient admises à l'évaluation technique les entreprises doivent répondre aux conditions d'éligibilité suivantes :

- Certificat de qualification et classification en cours de validité de catégorie quatre (04) et plus en Hydraulique activité principale (en cours de validité)
- Attestation de bonne exécution pour les travaux similaires (Réalisation D'un Réservoir d'eau de 500 m3 et plus) LOTN°01.
- Attestation de bonne exécution pour les travaux similaires (Réalisation D'un Réservoir d'eau de 100 m3 et plus) LOTN°02.

Les dossiers de l'avis d'appel d'offre peuvent être retirés auprès de l'APC DE BREZINA (Bureau de marchés) site à siège de l'APC de Brezina :

Le soumissionnaire devra cacheter son offre, en utilisant Trois enveloppes intérieures cachetées, portant les mentions (dossier de candidature), (offre technique) où (offre financière).

Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention

**SOUSSION** "à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres"

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 01 /2026

**OBJET:** Réalisation Et Raccordement D'un Réservoir d'eau de 500 m3 à village Khechim pour alimenter en eau potable les deux villages FRAA et Khechim

et Réalisation D'un Réservoir d'eau de 100 m3 à village d'Ain Almara

Lot N°01 : Réalisation Et Raccordement D'un Réservoir d'eau de 500 m3 à village Khechim pour alimenter en eau potable les deux villages FRAA et Khechim

Lot N°02 : et Réalisation D'un Réservoir d'eau de 100 m3 à village d'Ain Almara

À l'APC de Brezina Bureau de marchés. Site à Brezina.

- DOCUMENT CONSTITUANT L'OFFRE**
- 1/ Le Dossier de Candidature :** l'enveloppe de dossier de candidature contiendra :
- Une déclaration de candidature, dûment remplie et signée (selon modèle ci-joint)
  - Une déclaration de probité, dûment remplie et signée (selon modèle ci-joint)
  - Les statuts pour les sociétés
  - Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
  - Casier judiciaire N° 03 du soumissionnaire lorsqu'il s'agit d'une personne physique et du gérant ou du directeur général de l'entreprise lorsqu'il s'agit d'une société
  - Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires (professionnelles technique financier)
  - Registre du commerce électronique
  - Certificat de qualification et classification comme activité principale Hydraulique (en cours de validité) Catégorie. Quatre (04) et plus
  - Dossier fiscal et par fiscal en cours de validité (Extrait de rôle, ) net ou échéancier de remboursement de dette.
  - Liste matériels joints avec pièces justificatives (PV d'inspection d'expert ou PV de l'huissier de moins d'un an.
  - Les cartes grises pour chaque machine ou bordereau de dépôt + FT du véhicule + assurance en cours)
  - Attestation CNAS individuelle, en cours + diplôme, de formateur
  - Attestation Mise à jour CNAS, CASNOS, CACOBATPH
  - a effectué le dépôt légal des comptes sociaux, pour les sociétés de droit algérien.
  - Des attestations de bonne exécution pour les travaux similaires a l'objet de cahier charge signé par le maître d'ouvrage et ablis en cours des trois dernières années
  - ✓ Les bilans financiers de l'entreprise des trois (03) dernières années. + c20
  - ✓ Attestation de numération statistique.
  - ✓ Relevé d'identification bancaire
  - ✓ N° d'identification fiscal (NIF)

- 2/ L'OFFRE TECHNIQUE :** contient
- Une déclaration à soumettre dûment remplie et signée (selon modèle ci-joint)
  - Le délai et planning d'exécution des travaux.
  - Une attestation de visite du site dûment signée par le soumissionnaire, (selon modèle ci-joint).
  - Mémoire technique justificative des documents constituant l'offre technique (modèle joint)
  - Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté » et paraphé par le soumissionnaire

- 3/ L'OFFRE FINANCIÈRE :** contient
- La lettre de soumission : dûment remplie et signée (selon modèle ci-joint)
  - Le bordereau des prix unitaires (BPU) dûment rempli et signé (les prix unitaires doivent être clairs et lisibles et ne contiennent pas des surcharges).
  - Les devis quantitatifs et estimatifs (DQE), dûment rempli et signé, (les chiffres doivent être clairs et lisibles et ne contiennent pas des surcharges).

La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours à partir de la date de la première parution du présent avis Dans les quotidiens nationaux ou dans le BOMOP, de presse électronique agréés et au niveau du portail électronique des marchés publics

La date et l'heure limite de dépôt des offres correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres avant 14 heures. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant

La date et l'heure limite de dépôt des offres: ..... avant 14 h00

La date et l'heure limite de dépôt des offres: ..... à 14 h 00

La durée de validité des offres est égale à la durée de préparation des offres (intervalle de temps entre le premier parution de l'avis d'appel d'offre et la date de dépôt des offres augmentée de 03 mois, qui égale à (105)jours

NB :

Les entreprises qualifiées dans le domaine peuvent rapprocher à la commune De Brezina retraité du cahier des charges contre paiement de 10.000,00 DA

La réception de cahiers charge est effectuée par l'intéressé personnellement ou par le représentant légal doit se munir de la carte d'identité et reçu de l'établissement.

Brezina le  
**LE P/APC**

ANEP N° 2631002314 Le Quotidien d'Oran 15/02/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTRE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE ET L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE



AGENCE NATIONALE DE L'AMELIORATION ET DU DEVELOPPEMENT  
DU LOGEMENT  
A. A. D. L.

N° Identification Fiscale: 000016901405697

Cité AADL 1377 logements - Bloc 23 - Face USTO - Oran

### AGENCE REGIONALE D'ORAN

PROGRAMME DE 185 000 LOGEMENTS LOCATION VENTE  
ZONE 02

### REALISATION DES TRAVAUX

### AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°12/DR ORAN/AADL/2026 du 20/01/2026

LA RÉALISATION DE 1000/3800 LOGEMENTS EN LOCATION VENTE EN TCE AVEC LOCAUX A USAGE COMMERCIAL ET PROFESSIONNEL ET CONCIERGERIE Y COMPRIS LES TRAVAUX DE VIABILISATION « RESEAUX TERTIAIRES » AU SITE 02 POLE URBAIN BOUDJEMIL, COMMUNE DE BENI MESTER - WILAYA DE TLEMCEN REPARTIS EN DEUX LOTS : Lot 01 : 424/1000 logements et Lot 02 : 576 /1000 Logements

### AVIS D'INFRUCTUOSITE

Conformément à la loi N° 23-12 du 05/08/2023 fixant les Règles Générales relatives aux marchés publics au disposition du décret présidentiel N° 15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public; l'Agence Nationale de l'Amélioration et de Développement du Logement (AADL) ORAN

, déclare que l'Avis D'appel D'offres National Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimale N° 12 / DR ORAN -AADL-2026 Du 25/01/2026 relatif à LA

RÉALISATION DE 1000/3800 LOGEMENTS EN LOCATION VENTE EN TCE AVEC LOCAUX A USAGE COMMERCIAL ET PROFESSIONNEL ET CONCIERGERIE Y COMPRIS LES TRAVAUX DE VIABILISATION « RESEAUX TERTIAIRES » AU SITE 02 POLE URBAIN BOUDJEMIL, COMMUNE DE BENI MESTER - WILAYA DE TLEMCEN REPARTIS EN DEUX LOTS :

Lot 01 : 424/1000 logements et Lot 02 : 576 /1000 Logements EST INFRUCTUEUX

**Le Directeur Régional  
De l'AADL Oran**

ANEP N° 2631002525 Le Quotidien d'Oran 15/02/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MASCARA

DAIRA D'EL HACHEM

COMMUNE D'EL HACHEM

NUMERO D'IMMATRICULATION FISCALE: 098429079073211 001

### AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES

### AMENAGEMENT URBAINE A CITE 11 OCTOBRE 1961 .

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret n° 15/24du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public

La commune d'EL- Hachem porte à la connaissance des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales N° 04/2025 en date du 08/01/2026 Relatif à l' :

### AMENAGEMENT URBAINE A CITE 11 OCTOBRE 1961 .

Qu'à l'issue du jugement des offres en date du 26/01/2026, il a été décidé ce qui suit :

désignation	Entreprise retenue	note technique (100p)	montant DA TCC	numéro d'immatriculation fiscale	Délai
AMENAGEMENT URBAINE A CITE 11 OCTOBRE 1961 .	SARL SOTRAKOF	84	16.862.300.00	001127078312431	70 jours

Le service contractant invite les soumissionnaires qui sont intéressés de se rapprocher de ses services au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

Conformément à l'article 82 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public

Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours dans les 10 jours qui suivent la date de publication de l'avis d'attribution auprès de la commission du marché communal, et si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le délai de recours est prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant. Conformément à l'article 82 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public .

**EL HACHEM LE : 28/01/2026  
LE PRESIDENT DE L'APC**

ANEP N° 2631002253 Le Quotidien d'Oran 15/02/2026



2

## 21.10 Jeux Olympiques d'hiver : Patinage artistique



Camille et Pavel Kovalev, âgés respectivement de 31 et 34 ans, récemment 10es des championnats d'Europe 2026, représentent la France dans l'épreuve par couples. Il s'agit de leur première participation aux Jeux olympiques d'hiver, eux qui sont quintuples champions de France en titre. Une épreuve où les favoris seront toutefois les champions du monde japonais Riku Miura et Ryuichi Kihara, les Géorgiens Anastasia Metelkina et Luka Berulava, champions d'Europe 2026 et les Allemands Minerva Fabienne Hase et Nikita Volodin, régulièrement sur tous les podiums mondiaux.

09.20 Présence protestante  
09.50 Le jour du Seigneur  
10.20 Messe  
11.15 Parole inattendue  
11.25 Jeux Olympiques d'hiver . Midi  
13.00 Journal 13h00  
15.30 Jeux Olympiques d'hiver . Après-midi  
18.20 Jeux Olympiques d'hiver . Soirée  
20.00 Journal 20h00  
20.30 20h30 le dimanche

3

## 21.10 Déluge mortel



**Saison 1 - Episode 4 : En eaux profondes**  
Jo essaie de comprendre pour quelle raison Chris Robinson a pu vouloir se suicider. De leur côté, Molly et Finn continuent à se renseigner sur les tractations entre Jack Radcliffe et Sarah Mackie. Quant à Tasha, elle se rend compte que son frère Daniel avait caché certaines choses à Lee...

09.05 Les Quiquoi  
09.20 Outremer.story  
09.55 Jeux Olympiques d'hiver . Matinée  
11.25 Expression directe  
11.35 Météo  
11.40 Outremer.l'info  
11.55 Dimanche en politique  
12.30 ICI 12/13  
12.55 Jeux Olympiques d'hiver . Après-midi  
14.55 Animale-

4

## 21.00 Le père Noël est une ordure



Pierre et Thérèse assurent la permanence téléphonique de l'association SOS détresse amitié le soir du 24 décembre. Zézette, une clocharde enceinte, se présente bientôt dans leur locaux après avoir quitté Félix, son compagnon violent. Tandis que Thérèse la réconforte, Pierre reçoit l'appel d'un homme seul visiblement dépressif qui insiste pour leur rendre visite. Mais la surprise est de taille lorsqu'un travesti, prénommé Katia, sonne à la porte.  
22.25 Le syndrome de l'Ecossois

09.50 Bluey  
10.25 Jeux Olympiques d'hiver : Ski acrobatique  
12.05 Mission info  
12.15 Les Jeux de La Fontaine  
12.38 Potobot  
13.25 Un jour, une question  
16.00 Fort Boyard  
18.07 Gangnam Project, l'aventure K-pop  
19.00 Okoo-koo  
19.20 Mika philharmonique aux Chorégies d'Orange

5

arte

TMC

09.25 Silence, ça pousse !  
10.20 Echappées belles  
11.55 Les routes de l'impossible  
12.30 C à vous  
14.35 Casse-Noisette  
16.25 On va déguster : la vanille, l'or noir des saveurs  
17.25 Péril en la demeure, les héros du patrimoine  
18.30 En société  
20.00 C politique  
21.07 Scientologie, l'empire du secret  
22.25 Le monde en face  
23.05 Fuite des nazis, la route des monastères

09.20 Sierra Leone : Les femmes se libèrent par la mode  
10.05 Cuisines des terroirs  
12.05 Lynx  
16.55 L'énigme du cheval de Troie  
17.50 Van Gogh, deux mois et une éternité  
18.45 Les grands moments de la musique  
19.30 Karambolage  
19.45 Arte journal  
20.05 Oliver Stone, l'Amérique au vitriol  
21.00 Platoon  
23.00 The Hi-Lo Country

09.20 Le bétisier de l'été  
10.05 Le bétisier de l'été  
12.40 Animaux à adopter  
21.15 Esprits criminels



CINE + FRISSEON 20.50

### LE TRANSPORTEUR 2

Acteur: Jason Statham, François Berléand, Alessandro Gassman...

Frank Martin (Jason Statham), connu sous le nom de "le Transporteur", a accepté un nouveau travail en tant que chauffeur pour le fils de Billings, un haut responsable de la lutte antidrogue. La routine de Frank prend rapidement une tournure tragique lorsque l'enfant est enlevé par un gang de trafiquants dirigé par le redoutable Gianni. Alors qu'il tente de localiser l'endroit où l'enfant est retenu, Frank fait équipe avec l'inspecteur Tarconi (François Berléand), un policier prêt à l'aider malgré les complications que leur collaboration engendre avec les agents du FBI qui les traquent.



CINE + FAMIZ 20.50

### RENDEZ-VOUS CHEZ LES MALAWAS

Acteur: Christian Clavier, Michaël Youn, Ramzy Bedia, Sylvie Testud...

Léo Poli, animateur télévisé, annonce un numéro spécial Noël de son émission «Rencontre au bout du monde», diffusé le 25 décembre. En effet, quatre prestigieux invités vont découvrir ensemble un pays lointain : Julien Gosset-Grainville, dit «J-G-G», célèbre présentateur du journal télévisé, Nathalie Dulac, vedette de la série populaire «Véro la véto», Sam Bonheur, humoriste en vogue, et Kevin le footballeur. Tout s'annonce pour une émission inoubliable. Seulement, les invités ont tous leurs problèmes et des égos démesurés.



arte 21.00  
PLATOON

Acteur: Charlie Sheen, Tom Berenger, Willem Dafoe, Forest Whitaker...

En 1967, Chris Taylor (Charlie Sheen), un jeune homme de 19 ans issu d'un milieu bourgeois, décide de s'engager dans l'armée américaine pour combattre au Vietnam, aspirant à une expérience qui transcende son existence protégée. Affecté à la section Bravo, stationnée le long de la frontière cambodgienne, il se retrouve sous le commandement du sergent Bob Barnes (Tom Berenger), un homme devenu brutal et implacable, dont les méthodes militaires sont empreintes de violence et de déshumanisation.

# TÉLÉVISION

TF1

## 21.10 Skyscraper



Par une nuit enneigée à Ash Lake, dans le Minnesota, l'agent du FBI Will Sawyer (Dwayne Johnson) se retrouve au cœur d'une opération de libération d'otages qui tourne au désastre, le laissant amputé d'une jambe. Dix ans plus tard, Will a refait sa vie à Hong Kong avec sa femme, Sarah (Neve Campbell), une chirurgienne qui l'a aidé à surmonter son traumatisme, et leurs deux enfants. Consulté en sécurité, il se voit confier la protection du Pearl, une tour emblématique, la plus haute du monde, érigée par le puissant magnat Zhao Long Ji (Chin Han).

6

## 21.10 Zone interdite



Face à la menace : dans les secrets...

Dans l'optique de renforcer son arsenal stratégique, la Marine nationale a entrepris la construction d'un navire à la pointe de la technologie, la Frégate de Défense et d'Intervention. Sur le site du chantier du Naval Group à Lorient, des ouvriers, des ingénieurs et des marins oeuvrent à la réalisation de ce bateau qui devra être capable de répondre aux nouveaux défis des potentiels conflits et interventions militaires à venir, partout dans le monde.  
23.10 Enquête exclusive



19.45 Le 19.45  
20.10 Le 2010, Anne-Sophie Lapix  
20.40 E=M6

CANAL+

## 21.05 Rugby : Top 14 Français Paris / Toulouse



Retransmission d'un match du championnat de France de rugby appelé le Top 14, une compétition de rugby à XV. Organisé depuis 1892, le championnat a connu à travers les décennies différentes hégémonies de clubs populaires tels que le Stade Toulousain, le Stade Rochelais, le RC Toulon ou encore le Stade Français. Le championnat a acquis le statut professionnel en 1995, et comporte 14 équipes depuis 2005.  
23.05 Canal Rugby Club le débrief

11.58 Dupere  
12.01 Un petit Clique en +  
12.24 En aparté  
18.17 Plateau sport  
18.19 Tu seras pro mon fils



19.30 Canal Football Club  
21.01 Avant-match Top 14

PLANETE +

TFX

W9

09.32 American Pickers, la brocante made in USA  
12.46 Omerta  
13.44 Picasso . l'ombre et la lumière  
16.42 Mystérieux objets  
17.34 La guerre des trônes, la véritable histoire de l'Europe  
19.24 American Pickers...  
20.55 Mystérieux objets

09.05 Incroyables mariages gitans  
13.00 Friends  
FRIENDS  
21.10 Friends : le défi  
22.55 Friends



09.20 Génération Hit machine  
10.20 Fréquentstar  
12.20 100% poker  
12.50 Desperate Housewives



16.30 La petite histoire de France  
21.10 Nanny McPhee et le Big Bang





	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement:

- Pas de clerc, pas de grand clerc !
- Epreuve.
- A lui, c'est parfait !
- Signifier.
- Au fur et à mesure. Intervalles musicaux.
- Entrée en scène. Du nectar.
- A le cœur qui bat.
- Pied en clos.
- Vues.
- Patin à roulettes.
- Ingrate.
- Donneur d'ordres.
- Désirs de femme grosse. Luth.
- Costume d'Eve.

Verticalement:

- Petits, petits...
- Appât. Pige.
- Quartier latin. Intime.
- Instable. Germanique de la famille des ases.
- Ont perdu leurs attaches.
- C'est-à-dire. De premier plan.
- Réfléchi.
- Filet de pêche.
- Etre malaisant.
- Bonne appréciation.
- Note. Chaud devant.
- Mis au pieu.
- La campagne leur a réussi. Rapace.

A	D	R	E	S	S	E	V	E	N	U	S	O	T	R
T	E	L	I	F	E	T	T	E	L	U	O	B	E	N
B	S	N	E	I	R	E	L	O	R	D	E	N	I	O
L	S	O	U	R	C	E	M	E	N	C	O	R	C	T
O	E	D	E	V	O	I	R	O	N	U	C	O	N	N
U	R	N	O	X	R	U	I	A	E	E	M	S	O	E
S	T	I	O	T	T	D	R	M	M	S	E	I	M	
E	E	D	I	C	U	R	R	O	E	G	H	R	T	G
N	M	R	A	L	O	U	D	R	G	O	O	A	A	R
I	E	F	O	C	E	R	C	A	I	U	O	L	R	A
A	N	S	S	M	O	E	R	H	N	R	T	L	O	N
B	U	I	O	J	N	D	P	I	E	D	E	O	J	D
U	D	H	A	T	E	M	P	E	T	E	R	D	A	E
A	C	M	R	R	A	A	R	E	G	R	U	P	M	U
T	N	E	M	E	L	L	E	T	N	O	I	T	A	R

ADRESSE – AMPHI – AUBAINE – BLOUSE – BOULETTE – CENTRE – CHOMEUR – COMMERCE – DESSERT – DEVOIR – DINDON – DISCORDANCE – DIX – DOLLAR – DROLERIE – ECRIN – FACTURE – FILET – GARDER – GOURDE – GRANDEUR – LAPIN – MAJORATION – MAJORDOME – MENTON – MENU – MIROIR – PIED – PURGER – RATION – RENOUER – ROSE – SHOOTER – SOLUTION – SOURCE – TELLEMENT – TEMPETE – VOIE.

Les 7 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :  
- Mon 1er signifie plus bas.  
- Bise où brise sont, par exemple, mon 2e.  
Mon tout, c'est fréquemment.

1	R	U												
14														

18	1	4	9	2	4	11	3	5	6					
1	4	19	3	6	8			13	14					
4	14	4	11		8	4		13	7	1				
17		6		10	7	9	2	8	7					
3	6	17	4		1	5	8	7	8					
7	2	7		1	19			3		12				
2	8	7	1	4	3			5	3	13				
8		8	5		8	5	6	6	7					
7	19		10	2	8				5	6				
10	3		12	1	7	11	7			9				
7	17	1	2		10			15	10	3				
6	3	7	8		7			15	7	1				
11	7	7		7	6	19	5	13						
	2		8	2	11	2	1	7	8					
7	16	4	17	11		7	11	7	8					

Jeux proposés par Chérifa Benghani

COMIQUES SEMBLABLES										
	METTRE EN VUE GRECQUE								INFINITIF ETRE EN EAU	
		ID EST PETIT CUBE		PARESSEUX RENVERSE ETONNÉE			PRÉPOSITION CONJONCTION			
			ARRÊTS SODIUM		EMPLACEMENT POUAH !		ARTICLE OFFENSANT			
	GOMMER DÉCOUVERT									
		A LA MODE MAISON DE FOUS						LES PLUS GRANDS ATTACHÉES		
				TROTOIR DE GARE			RETIRÉS BONNE MENTION COURBA			
	SOCIÉTÉ VASE				PANICULE DÉMONS- TRATIF					
				GUETTE VOCIFÈRE NOTE						
			NORME, LOI, USAGE							
TERRAIN CRÂNES						BLOC DE GLACE FLOTTANT A LA SURFACE DE LA MER POSSESSIF				

	1			9	4			6		
		9						8		
	6	2					7	5		
7		3	4							
			1	7		8	9			
			2					6		
	2		8		3				1	
		1	6			5	4	8		
	8		9					3		

FLECHES N°9498	CROISÉS N°9498	SUDOKU N°9498
T R O U I L L E O U S T A E R A R E E H I V M D R A D E M I C A C H E E S P A C E S L E R R E R A P U I G D I N G U E N O T E S E N E A R S E N I C E S T O P E R A S T A G N E R R	E X A C T E M E N T N U L A V E T T E D E G A G E R A T E R I S V I C E T P O R R E E R T A S R U I N E E E R S E A L T E R R A I D E L E R D E T R E S S E B A R C A S S E R	6 7 8 2 1 9 4 3 5 9 3 5 8 7 4 6 2 1 4 2 1 5 6 3 7 8 9 5 4 6 1 2 7 3 9 8 7 1 9 3 8 5 2 6 4 3 8 2 9 4 6 5 1 7 8 5 4 6 3 1 9 7 2 1 9 3 7 5 2 8 4 6 2 6 7 4 9 8 1 5 3
FOUILLIS N° 9498: NORMAL ( Nord - Mal )		CODÉS N° 9498
		1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 E I S T M N F D B X V C H 20 21 22 23 24

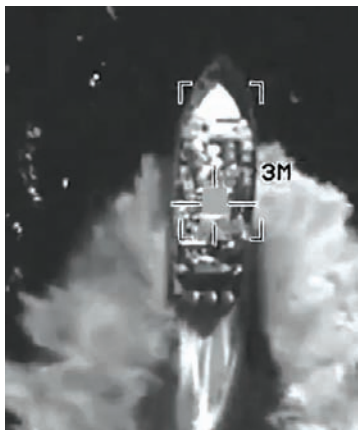


10 ERREURS





## Nouvelle frappe américaine contre un bateau dans les Caraïbes



Les Etats-Unis ont mené vendredi une nouvelle frappe dans les Caraïbes contre un bateau de trafiquants de drogue présumés, tuant trois personnes, a annoncé l'armée américaine, dans le cadre d'une campagne qui dure depuis six mois.

Avec cette nouvelle frappe annoncée sur X par le commandement militaire américain pour l'Amérique latine et les Caraïbes, ce sont au moins 133 personnes qui ont été tuées depuis septembre.

L'administration du président américain Donald Trump n'a jamais fourni de preuve solide permettant d'affirmer que les navires visés étaient effectivement impliqués dans des trafics.

La légalité de cette campagne, qui vise officiellement des cartels alimentant le trafic de drogue aux Etats-Unis, suscite un vif débat dans le monde et au sein de la classe politique américaine.

Des experts et des responsables de l'ONU ont ainsi dénoncé des exécutions extrajudiciaires.

## Une collision entre deux autobus fait dix morts en Côte d'Ivoire



Une collision entre deux autobus de transport interurbain a fait dix morts et 16 blessés vendredi entre les villages de Tollakro et Brahimakro, dans la commune de Tiassalé (sud), a-t-on indiqué vendredi de source sécuritaire.

Selon des témoins, l'un des autobus, qui circulait sur l'axe Divo-Tiassalé, aurait tenté d'éviter un camion-citerne à l'arrêt avant de se retrouver nez à nez avec un autre autobus roulant en sens inverse.

Cinq passagers sont décédés sur le coup. Les 16 blessés ont été évacués vers des structures sanitaires, où cinq autres personnes ont succombé par la suite à leurs blessures, selon la même source.

L'imprudence des conducteurs, le mauvais état des véhicules et la dégradation des infrastructures figurent parmi les principales causes des accidents de la route en Côte d'Ivoire.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## La Chine avertit les Etats-Unis que «comploter» sur Taïwan mènerait à la «confrontation»



Le chef de la diplomatie chinoise, Wang Yi, a déclaré samedi que toute tentative américaine de «comploter» afin de séparer l'île de Taïwan de la Chine conduirait «très probablement» à une «confrontation».

La Chine considère Taïwan comme l'une de ses provin-

ces, qu'elle n'a pas encore réussi à unifier avec le reste de son territoire depuis la fin de la guerre civile chinoise en 1949. Elle n'exclut pas le recours à la force pour en prendre le contrôle.

Les Etats-Unis entretiennent des relations diplomatiques avec Pékin mais pas avec Tai-

pei. Ils sont toutefois le principal pourvoyeur d'armes de l'île. Lors d'une intervention durant la Conférence de Munich (Allemagne) sur la sécurité, Wang Yi a exhorté Washington à choisir le chemin «pragmatique» de la «coopération» et des «intérêts communs» avec Pékin.

## Plus d'une centaine de personnalités de la culture soutiennent la rapporteuse de l'ONU pour les territoires palestiniens



Plus d'une centaine de personnalités de la culture, parmi lesquelles la prix Nobel de littérature Annie Ernaux et l'actrice américaine Susan Sarandon, ont apporté samedi leur soutien à la rapporteuse de l'ONU pour les territoires palestiniens Francesca Albanese, dont la France et l'Allemagne ont réclamé la démission en raison de récents propos sur Israël.

«Nous apportons tout notre soutien à Francesca Albanese, défenseuse du droit des peuples, donc, aussi, du peuple palestinien, à exister», ont souscrit ces personnalités, dont les musiciens Peter Gabriel, Annie Lennox, les acteurs Javier Bardem, Mark Ruffalo, ou encore le réalisateur Yorgos Lanthimos.

Figurent aussi les musiciennes et actrices françaises Pomme ou Camélia Jordana.

«Nous sommes infiniment plus nombreux, aux quatre coins de la Terre, à vouloir que la force ne fasse plus loi», affirment cette lettre ouverte lancée par le collectif «Artistes pour la Palestine». L'absence de sanction de l'Etat français à l'égard d'Israël y est également dénoncée.

Des parlementaires et responsables de gauche français (Ecologistes, LFI...) ont aussi appuyé Francesca Albanese.

## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

### LE RETOUR DE LA MATURITÉ AFRICAINE

En décidant d'écrire une nouvelle page de coopération et d'entraide au bénéfice de leurs peuples, l'Algérie et le Niger entament un pas important vers ce que doivent être les relations entre deux Etats voisins. Le témoignage ainsi manifesté est un signe de maturité et de sagesse politiques. Il est aussi un exemple pour toute l'Afrique.

La dissipation des ombres négatives planant entre les deux pays et l'entente rétablie, avec l'affirmation de leurs souverainetés respectives, ouvrent grande la voie à des perspectives d'entraide dont toute l'Afrique devrait s'inspirer.

Le président Abdelmadjid Tebboune a vu juste. Fort d'une perspective d'analyse justifiée, il a eu raison d'insister sur l'impératif d'accorder un intérêt

remarquable pour les relations interafricaines. Le chamboulement actuel de l'ordre mondial ordonnait une prise de conscience chez les responsables politiques africains et exigeait d'eux une maturité compatible avec les grands nouveaux défis auxquels ils font face.

Des signes avant-coureurs indiquent déjà une volonté d'émancipation absente jusqu'ici l'abandonnant encore sans mesure à la rapine de toutes les forces.

Avec le Niger, des liens se retissent aussi avec le Burkina Faso en faisant sienne une vision apte à donner à l'Afrique la place qui

lui revient en tant qu'actrice dans un concert des nations en phase de remodelage. Il est certain que le Mali va suivre en toute souveraineté pour se dégager de toutes les emprises négatives pour se mettre au diapason des vœux de son peuple.

Les engagements pris en ce début d'année pour le lancement d'une série de projets de coopération concrets dans de nombreux domaines ne sont pas de simples mises en forme de mesures diplomatiques. Ils représentent une planification de sérieux programmes de développement permettant à chaque Etat africain d'exploiter lui-même ses richesses.

Ce début de retour à la sérénité entre les Etats d'un Sud encore en effervescence peut offrir une promesse pour un sous-continent sahélien de paix et de progrès.

## Guinée : dix femmes tuées dans l'éboulement d'un site d'orpaillage



Au moins dix femmes orpailleuses ont trouvé la mort jeudi à la suite d'un affaissement de terrain sur un site d'exploitation artisanale d'or dans la préfecture de Mandiana, dans l'est de la Guinée, ont rapporté vendredi des médias locaux.

Selon ces sources, les victimes lavaient et traitaient du minerai aurifère dans une fosse remplie d'eau lorsque les parois se sont soudainement effondrées, pour les ensevelir.

Alertées, les autorités locales ont lancé des opérations de secours pour tenter de retrouver les femmes piégées sous les décombres, mais aucune survivante n'a pu être extraite, ajoutent les mêmes sources.

Les accidents liés à l'orpaillage artisanal, souvent pratiqué dans des conditions précaires, sont récurrents en Haute-Guinée, où des pertes en vies humaines sont enregistrées chaque année.